



YouTube



Dimanche

26 novembre 2023

16 pages

No 599

Gratuit

Projet de développement hôtelier à Anse-La-Raie

Estimant être la cible de
« calomnies éminemment politisées »

Avinash Gopee se rétracte

- Vashish Bijloll, porte-parole du mouvement de contestation :
« Tant mieux si Avinash Gopee s'est désisté du projet, mais nous sommes contre le Masterplan dans son ensemble »
- Mahen Gungaparsad :
« Le Premier ministre avait communalisé cette affaire »

Affaire St-Louis

Vers une nouvelle convocation du Prof Swaley Kassenally et de Bertrand Lagesse

National Development Strategy

Une extension jusqu'à la fin de 2024 approuvée

- Alors que ce rapport stratégique est dépassé depuis 10 ans déjà

Résiliation du contrat de Betamax

Rien que les frais légaux s'élèvent à environ Rs 261 millions

Avec le retour de Maersk dans notre port

Alain Malherbe :

« Tout revirement de situation
en faveur des ports sud-africains
jouerait contre nos intérêts »

Everton vs Man Utd

Les 'Red Devils'
retrouveront leur ancien
capitaine à Goodison Park

Premier League

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>

SUNDAY
TIMES



www.sundaytimesmauritius.com



facebook.com/sundaytimes.official



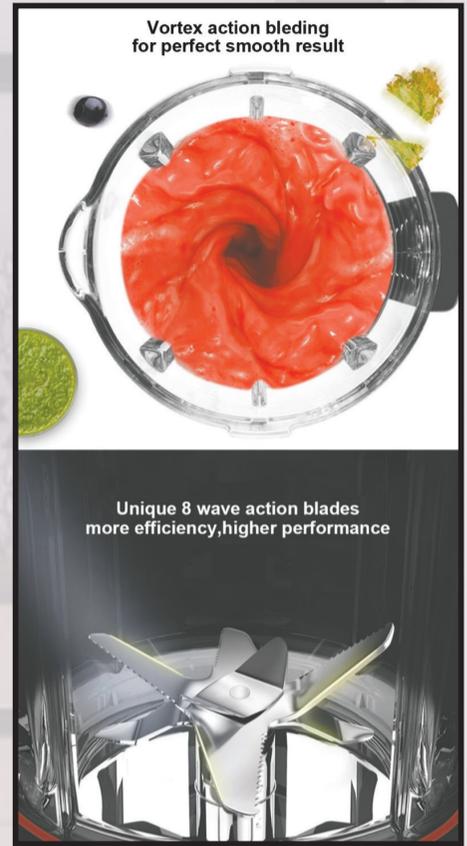
[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635



- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious easy operation



Cold and hot applicable
suitable for all seasons

☕ **Hot Drink**

☕ **Cold Drink**

Thickened borosilicate glass jar

300°C
Resistance to cold and heat shock

Five layers
Composite cup

health
Thickened borosilicate glass

- ⊙ Trace element layer
- ⊙ Antioxidant ion layer
- ⊙ Nanoglobulin layer
- ⊙ Water molecule activated layer
- ⊙ Harden Tempered layer

Dry Grinding

Medicine herbs

Spices



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Projet de développement hôtelier à Anse-La-Raie

Le collectif poursuit son combat et maintient sa manif

Le promoteur Avinash Gopee renonce au projet de développement à Anse-La-Raie. Il a annoncé le samedi 25 novembre, par le biais d'un communiqué, que sa société 'Luxury Suites Ltd' se retirait du plan de développement du 'Masterplan' de 100 arpents de terres d'État à Anse-La-Raie. Ce Masterplan inclut la délocalisation de la plage publique d'Union Ribet et la construction d'un nouveau centre régional d'éducation et de loisirs en plein air près de la plage déplacée.

Vashish Bijloll, porte-parole du mouvement 'Pa Touss Nou Anse-La-Raie' dit avoir gagné une bataille, mais pas la guerre. Il confirme ainsi que la marche prévue pour le 2 décembre est maintenue. « Si Avinash Gopee s'est désisté du projet, tant mieux, mais notre combat n'est pas uniquement contre lui. Nous sommes contre le Masterplan dans son ensemble. Dieu merci, le bon sens a prévalu pour le promoteur. Anse-La-Raie, c'est une plage qu'il ne faut pas toucher. Cette plage appartient à tous les Mauriciens », dit-il. Il remercie l'équipe du collectif pour le travail accompli, mais persiste et signe, le combat ne s'arrête pas.

Vashish Bijloll est d'avis qu'ils ont remporté une première manche, et que le plus dur reste à venir. Une pétition circulera également afin de recueillir un maximum de signatures, dans le

but de faire bloc face au MasterPlan du gouvernement concernant l'allocation de 100 arpents de terrain de terres d'État.

Mahen Gungaparsad :

« Le Premier ministre avait communalisé cette affaire »

Pour le député rouge de la circonscription no. 6, Mahen Gungaparsad, la pression populaire et celle de l'opposition a porté ses fruits. Il fustige néanmoins le chef du gouvernement en reprochant à Pravind Jugnauth d'avoir communaliser cette affaire. « Il ne faut surtout pas oublier comment le Premier ministre avait justifié l'octroi de ces terres d'État allouées, selon lui, à un « descendant hindou » pour faire du développement. Il avait dit : « où est le problème si un girmitya (mot en Sanskrit qui veut dire travailleurs engagés) reçoit des terrains de l'État? ». Il voulait montrer aux Hindous que l'opposition était contre le développement », martèle Mahen Gungaparsad.



Estimant être la cible de « calomnies éminemment politisées »

Avinash Gopee se rétracte

« Face à la multiplication de ces calomnies éminemment politisées et dans un souci de protéger mes employés ainsi que mon entreprise, j'ai pris la décision, après consultation avec mon équipe de direction, de renoncer à ce projet de développement touristique à Anse La Raie ». C'est ce qu'a annoncé Avinash Gopee, directeur de N-Group dans un communiqué de presse émis hier, samedi 25 novembre 2023. Il dit avoir été la cible de « nombreuses attaques blessantes et injustifiées » alors que son « but était de développer, de manière inclusive et respectueuse, un projet hôtelier dans le Nord de l'île, plus précisément à Anse La Raie ».

Il réfute les allégations de favoritisme et dit avoir scrupuleusement respecté toutes les procédures requises. Il rappelle que son groupe a connu une « croissance progressive au fil des ans », qu'il emploie 500 personnes et qu'il voulait « établir un partenariat stratégique d'envergure pour que le développement envisagé soit au standard international ». « Mais nous préférons mettre fin à toute polémique infondée, quitte à renoncer au projet », poursuit-il.

Et c'est sur le dos des « dirigeants du PTr » qu'il jette tout le blâme. « Le Parti Travailleiste, à travers certains de ses dirigeants,



a lancé une campagne visant à me discréditer et à saboter notre projet. Cette campagne s'est progressivement intensifiée lors de conférences de presse et de réunions publiques successives avec des attaques portant atteinte à mon intégrité en tant que personne et entrepreneur », dit-il. Et d'ajouter plus loin que « je peine à comprendre l'attitude des dirigeants du Parti Travailleiste et le véritable motif d'un tel acharnement ».

Ce sont les habitants qui en sortiront perdants, semble-t-il dire. « Je suis profondément déçu de ne pas pouvoir faire honneur, malgré nous, aux espoirs fondés par les habitants dans ce projet... », regrette-t-il. Sauf que les habitants y sont réfractaires...

Affaire St-Louis

Vers une nouvelle convocation du Prof Swaley Kassenally et de Bertrand Lagesse

Presque un mois après l'interrogatoire de l'ancien Deputy Prime Minister (DPM), Ivan Collendavelloo, par l'Independent Commission Against Corruption (ICAC), les limiers s'apprêtent à auditionner une nouvelle fois le professeur Swaley Kasenally et Bertrand Lagesse. Ces deux personnes, qui étaient les représentants locaux de la firme danoise 'Burmister and Wain Scandinavian Contractor' (BWSC), devront apporter de nouvelles précisions sur cette affaire, suivant l'interrogatoire d'Ivan Collendavelloo le lundi 30 octobre dernier, trois ans après l'ouverture de cette enquête. Ce dernier avait été autorisé à partir après son audition.

Le professeur Swaley Kasenally et Bertrand Lagesse font déjà l'objet d'une accusation provisoire de blanchiment d'argent dans le cadre de cette enquête qui avait démarré en juin 2020. Ils ont tous les deux nié toute implication dans cette affaire de pots-de-vin allégués entourant le

projet de la centrale thermique de St-Louis, au coût de Rs 3,4 milliards. Soit environ Rs 700 millions de surplus que le coût initial du projet. Cette enquête est loin d'être bouclée, selon des sources proches de la commission anti-corruption. Car les limiers s'activent actuellement à se lancer dans une opération de 'money trail', pour retracer le parcours de l'argent qui aurait été détourné de ce projet. Mais ce qui intrigue surtout, c'est le timing des enquêteurs qui s'intéressent à nouveau à ces deux hommes, nommément le professeur Swaley Kassenally et Bertrand Lagesse.

Par ailleurs, aucune information n'a transpiré sur l'interrogatoire d'Ivan Collendavelloo. Tout laisse jusqu'ici croire que ce dernier pourrait tôt ou tard retrouver sa place au sein du cabinet ministériel. Mais à l'Hôtel du gouvernement, on ne souhaite pas brusquer son retour au Conseil des ministres, car cela aura certainement des impacts sur le plan politique.

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS

In the matter of :- SCR 115069 – 1/303/17

Hon. S. Soodhun,

PLAINTIFF

versus

1. Mr. Ehsan Mohamed Juman,
2. Ms. Zairah RADHA, and
3. Femi Publishing Co. Ltd,

DEFENDANTS

- A. The Plaintiff maintains that the contents of his amended complaint dated 31/10/2019 that the press article that appeared on Sunday Times of 04/05/2017 to the effect that the Plaintiff allegedly received Rs.1Million from Kedar Chapekar is false and malicious and has caused him and is causing him damage and prejudice.
- B. The Defendants deny that the contents of the said press article are false and malicious and state that they printed and published what was reported to them by Kedar Chapekar.
- C. Nevertheless, the Defendants state that if the said press article dated 4.5.2017 that appeared in Sunday Times at page 3 thereof under the caption-Kedar Chapekar, CEO de Garware Infra Projects Ltd, allege:- 'Soodhun m'a demande un million de roupies' has caused and is causing damage and prejudice to the Plaintiff, the Defendants herein state that their sole intention was to inform the public on a matter of public interest and express their regret if the article caused undue prejudice to the Plaintiff.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Stratégie « tir manze »

Expect the unexpected. C'est ce à quoi il faut s'attendre avec le gouvernement. On a jusqu'ici vu des choses inimaginables. Et on n'a sans doute pas encore tout vu. Qui aurait pensé qu'un jour un Premier ministre utiliserait le Parlement pour attaquer ses adversaires ? Oui, il y a eu des piques et répliques dans le passé, et il y en aura probablement toujours. Mais Pravind Jugnauth, lui, va beaucoup plus loin. Il s'est dit pressé d'aller au Parlement ce mardi. Pourquoi ? Parce que « *mo pou tir manze Eshan Juman. Ou pou gueter kuma mo pou tir so manze !* ». Donc, le Premier ministre n'est pas « pressé » de répondre aux interpellations parlementaires sur nombre de sujets d'intérêt national qu'il esquive systématiquement avec la complicité incestueuse du Speaker et certains députés gimmicks. Il n'est pas « pressé » pour « tir manze » de Kailesh Jagutpal qui ne cesse de « *fane dal* » depuis sa nomination comme ministre de la Santé. Mais il est « pressé » lorsqu'il s'agit de « tir manze » d'un député de l'Opposition. La population en prend bonne note. Elle jugera Pravind Jugnauth comme étant celui qui, au lieu de donner le bon exemple comme « *Leader of the House* », ne traite le Parlement que comme une grosse caisse de savon où il peut s'adonner librement à des coups bas contre ses adversaires, en jouissant de l'immunité parlementaire et sans être rappelé à l'ordre par le *goalkeeper* Speaker. Temple de démocratie ? Niet. Il n'existe plus !

C'est aussi intrigant de voir comment le régime actuel ne cesse de se comparer à l'ancien gouvernement travailliste. Pravind Jugnauth se rend-il compte à quel point il se ridiculise lorsqu'il compare les bouteilles de vin achetées par le *Prime Minister's Office* alors placés sous la gestion de Navin Ramgoolam à celles récemment achetées par Kailesh Jagutpal à la Santé ? Le premier nommé organisait souvent des banquets officiels en l'honneur des chefs d'État qu'il recevait. Ce qui n'a évidemment rien à voir

avec les bouteilles de vins offertes en « cadeaux » aux consultants étrangers par le ministre dirigé par Jagutpal alors que l'alcool ne rime absolument pas avec santé. Ne comparons pas l'incomparable. Le ministre Soodesh Callichurn a aussi trouvé le moyen lors de la dernière PNQ du leader de l'Opposition de s'en prendre à l'ancien gouvernement travailliste sur le montant de la compensation salariale accordée en 2007 et 2008. Mais il a vite été rappelé à l'ordre par Xavier Duval qui lui a rafraîchi la mémoire quant au passage de Pravind Jugnauth au ministère des Finances en 2010 et 2011. La façon dont les dirigeants actuels s'acharnent sur un gouvernement qui n'est plus en place depuis neuf ans en dit long sur la hantise qu'ils éprouvent à l'idée de voir Navin Ramgoolam et ses alliés reprendre le pouvoir.

D'ailleurs, le gouvernement de Pravind Jugnauth *will leave no stone unturned* pour se retrouver de nouveau à la tête du pays après les prochaines élections générales. Sachant que le MSM est impopulaire en régions urbaines, le gouvernement mise sur une stratégie qui viserait à lui faire conquérir des sièges dans les villes. Ce qui passera inévitablement par Ivan Collendavelloo au no. 19. D'où les leviers qui sont actuellement activés en ce moment pour le dédouaner dans l'affaire St-Louis. Ce qui le reconduira, après trois ans et demi à naviguer dans le désert, au Conseil des ministres pour la dernière année de ce mandat. Et en faisant l'impasse sur la façon dont il avait été laissé tomber comme une vieille chaussette durant la majeure partie de ce mandat. Et durant lequel il a fait preuve de stoïcisme, malgré les grognes régulières des sous-fifres de son parti en privé. Il sera ainsi intéressant de voir comment évoluera l'enquête dans l'affaire St-Louis. Le blâme sera probablement jeté sur d'autres protagonistes et on fermera les yeux sur le bout de papier où était écrit le nom d'Ivan Collendavelloo. Ce qui lui avait valu son poste de Premier ministre adjoint en premier lieu...

National Development Strategy

Une extension jusqu'à la fin de 2024 approuvée

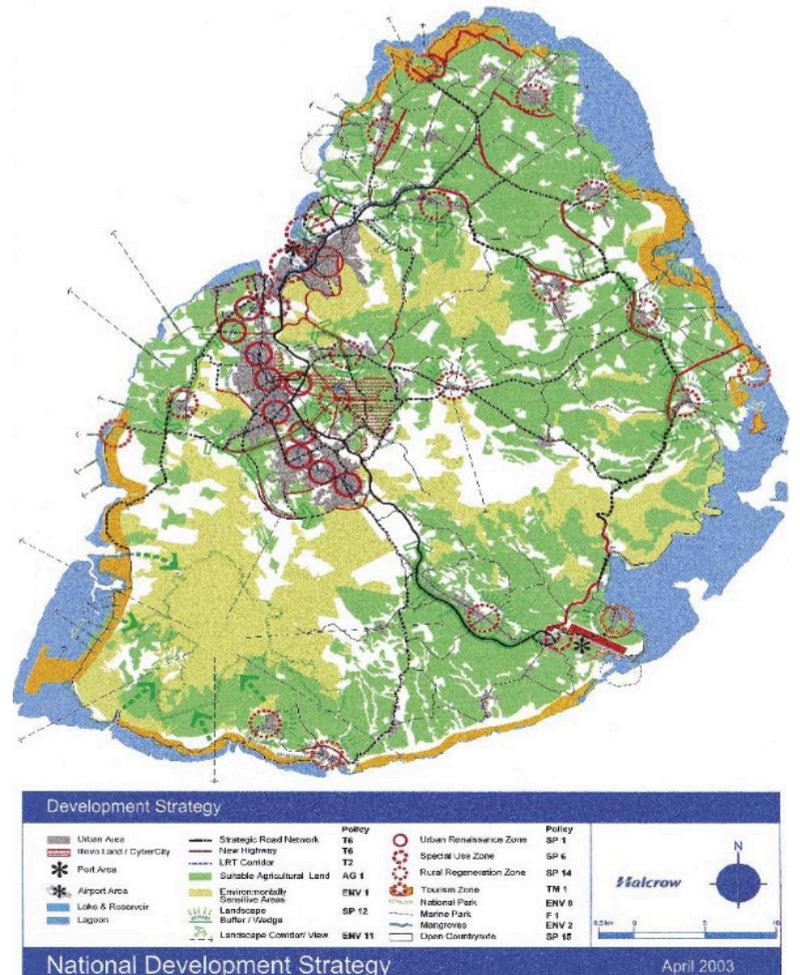
• Alors que ce rapport stratégique est dépassé depuis 10 ans déjà

Le député travailliste Osman Mahomed avait prévu une question sur le 'National Development Strategy' (NDS) pour ce mardi au Parlement. Il voulait savoir pourquoi ce rapport stratégique n'est pas encore finalisé alors qu'il était en préparation depuis 2019. Or, le Deputy Prime Minister et ministre du Logement et de l'aménagement du territoire, Steven Obeegadoo, l'a devancé, en obtenant une extension de l'actuel 'National Development Strategy' jusqu'au décembre 2024. Le hic, c'est que ce rapport date de 2003 et est déjà dépassé depuis 10 ans. Car selon la loi, il ne devrait être valide que pour une durée de dix ans. Alors que celui qu'on a actuellement remonte déjà à ... 20 ans !

Ce qui est extrêmement grave, selon Osman Mahomed. « Une nouvelle stratégie devait être préparée après 2013. Mais il y a eu des élections en 2014 et depuis, rien n'a été fait. J'avais interpellé le ministre Obeegadoo à ce sujet le 10 novembre 2020, et il avait répondu qu'une équipe de consultants y travaillait depuis le 7 juin 2019. Nous sommes en 2023, et nous ne voyons toujours rien venir », déplore-t-il. Le député

du no. 2 explique que le 'National Development Strategy' revêt une importance capitale puisqu'il définit le schéma de planification pour tout projet de développement. « The NDS is a national land use strategy which provides the basis for long-term land use planning », avait d'ailleurs souligné le ministre Obeegadoo lui-même dans sa réponse datée 10 novembre 2020 au Parlement.

La crainte de ceux qui connaissent les enjeux, c'est que les développements actuels pourraient ne plus correspondre aux défis liés à l'aménagement du territoire. « Le gouvernement étend le NDS désuet à un moment où il y a autant de développements. Ce n'est plus approprié de l'utiliser puisqu'il ne prend pas en considération des facteurs liés au changement climatique, entre autres. Zordi pe fer smart cities, chemin, metro et masterplan partout. Après 100 arpents dans Anse-La-Raie, aster pe donne 238 arpents dans Palmar. C'est scandaleux ! » martèle Osman Mahomed qui insiste sur le fait qu'une stratégie réactualisée de 'land use planning' est nécessaire pour tout futur développement



Résiliation du contrat de Betamax

Rien que les frais légaux s'élèvent à environ Rs 261 millions

Environ Rs 261 millions. C'est le montant auquel s'élèvent les frais légaux associés au recours de l'affaire devant la Cour suprême et le Privy Council et que la 'State Trading Corporation' (STC) doit encourir dans l'affaire Betamax, en sus des Rs 5, 7 milliards de dommages déjà payés à la compagnie de Vikram Bhunjun.

Une partie de ce montant, soit environ Rs 186 millions, a déjà été décaissée. Il reste maintenant Rs 75 millions que Betamax réclame toujours à la STC pour les frais encourus devant la Cour suprême. L'équipe légale de l'organisme se penche actuellement sur ce dossier. C'est ce qu'a répondu

la ministre du Commerce, Dorine Chukowry, à une question du député Reza Uteem au Parlement, mardi.

Reza Uteem : « Aucune sanction contre les nominés politiques pour leurs mauvaises décisions »

« C'est encore une autre mauvaise décision que le peuple doit payer ! », s'insurge le député du MMM, Reza Uteem. « Ine paye plis ki Rs 250 millions zis pou legal fees. C'est énorme », martèle-t-il, en rappelant aussi les dommages de Rs 5, 7 milliards payés à Betamax. Il trouve inacceptable que ce soit la population qui doive mettre la main à la poche

pour payer cette somme faramineuse alors que ce sont des nominés politiques du gouvernement qui ont pris cette décision.

« C'est bane taxpayers ki pé bizin paye pou tou sa bane gabegies la alors ki c'est le board de la STC ki ti prend sa décision la », dénonce-t-il, en déplorant qu'il n'y ait eu aucune sanction contre les directeurs de la STC.

Reza Uteem dénonce avec force cette culture d'impunité envers des proches nominés politiques du régime au pouvoir, en rappelant que les directeurs d'Air Mauritius et de la SBM n'ont pas été inquiétés ou sanctionnés non plus pour leurs mauvaises décisions.

Instances	Frais des conseillers légaux	Frais encourus devant des instances
Centre d'Arbitrage international de Singapour	Rs 69 491 167.72	
High Court de Karnataka	Rs 13 267 290.31	
Cour suprême de Maurice	Rs 27 954 901.03	
Judicial Committee – Privy Council	Rs 43 443 426.73	
Judicial Committee – Privy Council		Rs 32 millions
Cour suprême		Rs 75 millions (pas encore décaissés)

Pour la troisième semaine consécutive

Des 'backbenchers' du gouvernement monopoliseront la PMQT

Ce sont les questions de Joanne Tour et de Kavi Doolub qui ouvriront le bal des questions adressées au Premier ministre. Celles-ci concernent des événements survenus à La Citadelle, et concernant les travailleurs étrangers respectivement. Ce qui devraient monopoliser toute la tranche du 'Prime Minister's Question Time' (PMQT). Ensuite, Pravind Jugnauth devra répondre à une question de Ranjiv Woochit sur les 'cabin crew' d'Air Mauritius. Ce dernier veut savoir si la 'workload' des hôtesse et stewards a augmenté post-Covid-19. Ce qui saute aussi aux yeux dans la liste des questions parlementaires qui seront adressées au chef du gouvernement Pravind Jugnauth, c'est la question du transfuge Salim Abbas Mamode. Elle portera sur l'achat de boissons alcoolisées par le 'Prime Minister's Office' (PMO) entre 2010 et 2014. Ce qui nous rappelle ce qu'a dit le Premier ministre lors d'une récente fonction. « Ou pou gueter kuma mo pou tire zot manze », a-t-il prévenu.

Pravind Jugnauth sera aussi interrogé sur diverses questions liées à la drogue. Mahen Gungaparsad voudrait savoir où en est l'enquête de la police concernant le trafic de

drogue dans les écoles primaires, notamment celle de Grand-Gaube, où deux élèves de Grade 11 ont été pris en flagrant délit. Reza Uteem veut, quant à lui, connaître la quantité de drogue saisie par la police lors de leur descente à la Rave Party dans un 'Karo Kann' le 11 novembre dernier, ainsi que le nombre de personnes qui ont été arrêtées. Osman Mahomed axera aussi une de ses questions sur la drogue alors que son colistier, le Dr Farhad Aumeer, lui, s'intéressera au nombre de policiers ayant fait des accidents dans des véhicules de police et qu'ils étaient sous l'influence de l'alcool ou de la drogue.

Le député rouge Mahen Gungaparsad interrogera également le 'Deputy Prime Minister', Steven Obeegadoo, concernant le 'Masterplan' d'Anse-La-Raie. Il souhaite obtenir la liste des 'letter of reservations' accordées à ce jour. La députée mauve Joanna Bérenger axera sa question sur l'échouement du chalutier MV Wakashio. Elle demandera au Premier ministre où en sont les choses concernant les conclusions du 'Inter Ministerial Committee' mis sur pied pour élucider cette affaire. Une question de Patrice Armance sur le Safe City Project sera également à

l'ordre du jour.

Également à l'ordre du jour, la ministre du Commerce devra répondre à une question de Rajesh Bhagwan concernant le directeur de la 'State Trading Corporation'. Le vétéran souhaite connaître le nombre de missions effectuées par Rajiv Servansingh à l'étranger, le nombre de pays visités et le montant des 'per diem' accordés au directeur de la STC. Le 'Whip' de l'Opposition, Patrice Armance, adressera une question au ministre Stéphane Toussaint concernant les matchs de foot du Club M. Il veut savoir pourquoi les rencontres ne se disputent plus aux stades Anjalay Coopen et George V. Il souhaite également savoir si la FIFA a révoqué l'homologation du stade Anjalay Coopen et, le cas échéant, pour quelles raisons.

Richard Duval interpellera le ministre Obeegadoo sur la question de 'camping' sur les plages publiques. Les missions étrangères effectuées par Rajiv Servansingh, directeur de la STC, intéresse Rajesh Bhagwan alors que Karen Foo kune-Bacha interpellera la ministre Kalpana Koonjoo-Shah sur la pornographie infantile.

Ministère de la Santé

Des postes taillés sur mesure pour accommoder des proches du ministre Jagutpal, selon le Dr Farhad Aumeer

Le Dr Farhad Aumeer, député travailliste de la circonscription no. 2, ne mâche pas ses mots à l'encontre du ministère de la Santé et du ministre de tutelle. Il est d'avis que la Santé est dans l'œil du cyclone à la suite des polémiques qui ont fait surface durant ces dernières semaines. Il revient à la charge en dénonçant des mauvaises pratiques du ministère et du ministre concernant le recrutement d'un 'Public Health Complaints Coordinator'. Il estime que ce poste a été taillé sur mesure pour favoriser un proche du ministre. « Une seule personne possède ces 'requirements' au ministère de la Santé. Pourquoi le ministère agit ainsi ? C'est du favoritisme flagrant », martèle le député rouge. C'était lors de la conférence de presse du PTr, vendredi.

Brandissant la circulaire de la 'Public Service Commission' (PSC), Farhad Aumeer explique que le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal a activé son propre déclin. Dans ladite circulaire, on peut lire clairement que ce post de 'Public Health Complaints Coordinator' favorise le recrutement de la personne qui sera propulsée à ce poste. On l'entend quasi quotidiennement sur les ondes d'une radio, essayant de justifier les manquements du ministère de la Santé.

Autre maldonne que dénonce Farhad Aumeer, celle d'un appel à candidatures pour une formation en fertilité en Inde, par la 'Merck Foundation'. Le député du PTr déplore le fait que les critères ont été modifiés pour caser deux proches du ministre Jagutpal. « J'ai des renseignements fiables selon lesquels les entretiens d'embauche ont été réalisés avec des personnes qui ne se trouvent même pas à Maurice », dit-il.

Fustigeant le ministre de la Santé, Farhad Aumeer lui lance un 'challenge' concernant les vidéos de ses camarades de parti, Eshan Juman et Shakeel Mohamed, démontrant le piteux état des 'stores' de l'hôpital Dr A. G Jetoo. « Jagutpal bizin aret rod sympathies bann fonctionnaires. Li ti bizin fer so Mea Culpa. Amen preuves pou montrer ki Eshan Juman inn vimn fer planting bwat tomat ! », lance-t-il.

En ce qui concerne le stockage des médicaments dans les différents entrepôts du ministère de la Santé, le député rouge dit être en possession de photos prouvant que des médicaments ont pris l'eau dans un entrepôt à La Rosa lors des récentes grosses pluies.

Dans les coulisses...

'Leave without pay' décliné

Le congé sans solde du 'Road Transport Commissioner', Koshik Reesaul, a été décliné. Il serait, de ce fait, de retour à son poste à la NLTA. Ses détracteurs lui reproche de se rendre au bureau pour ne pratiquement rien faire, sa relation avec le ministre Alan Ganoo étant au plus bas, chuchote-t-on.

Avec le retour de Maersk dans notre port

Alain Malherbe : « Tout revirement de situation en faveur des ports sud-africains jouerait contre nos intérêts »

La 'Mauritius Ports Authority' (MPA) a finalement une chance de se rattraper après sa gestion catastrophique de ces dernières années. En effet, Port-Louis pourrait tirer profit de la crise provoquée par des congestions portuaires intolérables en Afrique du sud, dont Durban et Cape Town. C'est du moins ce que pense Alain Malherbe, expert en milieu maritime. Il explique le contexte : « Selon Transnet, qui est l'autorité sud-africaine des transports, plus de 60 navires attendent au large de Durban afin de pouvoir trouver une place à quai afin de décharger leurs cargaisons. Selon certaines sources, il faudrait compter au moins sept à quinze semaines d'attente », explique-t-il d'emblée. Et d'ajouter que 20 des 63 navires attendant à l'ancre au large de Durban sont programmés pour opérer sur les quais 1 et 2 des terminaux à conteneurs de Durban.

Durban n'est pas le seul port qui se trouve dans cette situation qui pourrait grandement affecter l'économie sud-africaine, puisque Cape Town se trouve aussi dans une situation similaire, précise Alain Malherbe. « Selon Business Live, Cape Town connaît des retards allant jusqu'à 14 jours pour décharger les marchandises des navires opérant à quai », souligne-t-il. Raison pour laquelle le conglomerat maritime Maersk a décidé d'abandonner, temporairement ou pas, Cape Town comme port de transbordement. Et c'est sur Maurice que Maersk a jeté son dévolu, notre port pouvant être utilisée comme alternative. Ainsi, tous les conteneurs seront transbordés de Cape Town à Port-Louis, avant d'être réexpédiés à travers son service de 'feeder' régional. « Il convient aussi de faire ressortir que les conteneurs à l'export de Cape Town passeront également par le même circuit de transbordement à Port-Louis », dit-il.

Ce qui pourrait être une opportunité en or pour Maurice de se rattraper, surtout après sa performance pitoyable dans le dernier indice mondial, « The Container Port Performance Index 2022 », où notre port s'était retrouvé à la 327^e place sur 344 ports. Mais Alain Malherbe rappelle qu'il faut d'abord que la MPA revoit sa copie en matière de gestion. « Notre port est confronté à de sérieux défis qui affectent sa performance opérationnelle en raison des lacunes dans sa gestion », souligne-t-il. Il énumère ainsi plusieurs défaillances au niveau des infrastructures, de la main-d'œuvre, des investissements, et de la logistique, entre autres.

Défaillances

« Notre infrastructure portuaire souffre de vétusté et impacte négativement la fluidité des opérations. Il y a des



équipements obsolètes, dont certains sont mal entretenus et non-adaptés à la fonctionnalité et à la spécificité du 'Mauritius Container Terminal' (MCT), tels que la vingtaine de trailers achetés à coup de millions de roupies, entravent à la performance acceptable et raisonnable de notre port », ajoute l'expert maritime. Et de poursuivre : « La capacité de traitement limitée de conteneurs par heure malgré quelques portiques de dernière génération contribue aux retards et aux inefficacités dans le port ». Valeur du jour, seulement 5 des 8 portiques, 6 des 9 reachstackers, et 29 tracteurs sont opérationnels alors que 22 tracteurs sont hors d'état de marche.

La main d'œuvre pose également problème, selon Alain Malherbe qui croit savoir qu'un fort taux d'absentéisme est noté, contraignant ainsi le MCT à opérer avec uniquement 3 portiques.

Performance pour octobre 2023 (Conteneur par heure par portique)

Identification Portique	Performance
99	18
100	17.7
Qc03	23
Qc02	24
Qc01	23

Le manque d'investissements adéquats dans le port est aussi décrié, alors que des dépenses inutiles sont faites pour des équipements inefficaces. « Cela provoque des inégalités entre la demande croissante et la capacité opérationnelle, occasionnant ainsi des retards considérables dans le traitement des navires. Ceux-ci doivent passer plus de temps que prévu à quai, tout en voyant grimper leurs coûts portuaires. Il faut comprendre que tout retard encouru à Maurice a une répercussion négative sur la rotation du navire après Port-Louis », renchérit Alain Malherbe.

Autre facteur qui nuit à la bonne gestion du port, le problème d'ordre logistique.

« Des procédures douanières complexes et des retards dans le traitement des documents contribuent également à la mauvaise performance de Port-Louis. Le temps de traitement des conteneurs à être scannés ou qui sont sujets à une vérification physique de la douane dépend exclusivement de la disponibilité des équipements de la Cargo Handling Corporation Ltd (CHCL) qui sont habilités à positionner les conteneurs dans les zones relatives. Ces obstacles entravent la circulation fluide des marchandises », dit-il. D'autant que la mauvaise performance du port a des répercussions directes sur le commerce international. « Les retards dans le traitement des cargaisons affectent la chaîne d'approvisionnement, entraînant ainsi des perturbations dans le processus de l'importation et de l'exportation », fait-il ressortir.

Vigilance

Alain Malherbe est catégorique. La prudence doit être de mise, maintenant que Maersk a décidé de choisir Port-Louis aux dépens des ports sud-africains. « Il n'y a pas si longtemps Maersk avait décidé de concentrer ses activités de transbordement régional hors de Port-Louis. La volatilité de cette industrie est à ce point constante que les stratégies commerciales doivent être revues et corrigées dans des laps de temps très courts en fonction de l'évolution du marché et des performances portuaires. C'est ce que nous voyons aujourd'hui. Dans cette industrie, rien n'est acquis », avance-t-il. « Nous devons rester vigilants car tout revirement de situation en faveur des ports sud-africains jouerait inévitablement contre les intérêts de Port-Louis », prévient-il. Ce qui pourrait également nuire à l'image de marque de la région en tant que centre commercial et de transport. « Cela peut avoir un effet dissuasif sur les investisseurs et compromettre la réputation du pays sur la scène internationale », ajoute notre interlocuteur.

Alain Malherbe rappelle aussi qu'il ne nous faut pas fermer les yeux sur le port malgache qu'il qualifie de « lion qui dort ». « Avec son nouveau terminal à

conteneurs et ses portiques qui seront opérationnels sous peu, Toamasina (Tamatave) deviendra notre sérieux concurrent, à moins que d'ici-là, la MPA et la CHCL aient adopté des changements radicaux afin de faire de Port-Louis ce nombril de l'Océan Indien dont ils rêvent tant ! Mais sincèrement, j'en doute ! », laisse-t-il échapper.

Solutions potentielles

Alain Malherbe ne se contente pas de critiquer. Il égrène ainsi une série de solutions qui pourraient, selon lui, relancer le port et le remettre sur les rails du développement et du progrès. Il préconise d'abord un investissement significatif dans la modernisation et la fiabilité portuaire. « Cela devrait inclure la mise à niveau de la logistique, tant dans le choix des équipements de manutention et de transport adéquat que dans leur maintenance », indique l'expert maritime. « Il faut ensuite simplifier les procédures logistiques et accélérer le traitement des documents pour améliorer l'efficacité opérationnelle du port. Une coordination étroite avec les autorités douanières peut contribuer à réduire les retards », souligne-t-il, en déplorant que le nouveau système VCS (Vessel Clearance System) comporte trop de faiblesses et d'inconsistances. Ce qui obligerait les agents maritimes à se tourner toujours vers l'ancien système manuel afin d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des diverses autorités pour l'entrée au port des navires.

L'instauration d'une culture de transparence et de responsabilité au sein de la gestion portuaire est primordiale pour redonner confiance en notre système portuaire, affirme notre interlocuteur. « Il faut qu'il y ait un mécanisme qui incite à une responsabilisation et à une meilleure gestion des ressources. Il faut aussi prôner plus de proximité et une attitude plus pragmatique envers le public et les clients du port. Il est de notoriété publique qu'à la CHCL et à la MPA, le 'Client Orientation Culture Policy' demeure un élément inconnu. Faut-il que je rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, la même Maersk Line demandait à la MPA s'il lui fallait se mettre à genoux afin de recevoir un traitement et un service élémentaire ? », s'exclame Alain Malherbe. Ce dernier tire la sonnette d'alarme une nouvelle fois. « La mauvaise performance et la gestion défective au port nécessitent une action immédiate afin d'éviter des conséquences économiques plus graves. En investissant dans des infrastructures de pointe, en optimisant les processus et en instaurant une gouvernance transparente, Port-Louis peut retrouver sa position en tant que moteur essentiel du commerce international, tout en contribuant au développement économique durable de la région », conclut-il.

Mediclinic de Quartier-Militaire

Un département de dialyse qui soulève des interrogations

Une Mediclinic ouvrira bientôt ses portes à Quartier-Militaire. Longtemps annoncé, cet établissement de santé devrait être inauguré en décembre. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il ne sera pas comme les autres. Puisque cette Mediclinic dispensera des soins spécialisés que l'on ne trouve pas dans les autres centres de santé de ce genre dans le pays. Elle sera ainsi dotée, selon nos informations, d'un département de dialyse. Or, jusqu'ici, ce service n'était dispensé que dans certains hôpitaux. Une décision qui n'est pas mauvaise en soi, dit-on. Sauf que des questions se posent sur ce qui semble être un cas de favoritisme envers cet électorat puisque la facilité en question se trouve dans la circonscription du Premier ministre, au no. 8. Des interrogations s'élèvent aussi sur le 'cost effectiveness' d'une telle démarche.

Le Dr Vasant Rao Gujadhur croit savoir que la Mediclinic de Quartier-Militaire disposera de cinq appareils de dialyses. Ce qui fait que dix patients pourraient être traités par jour, à raison de deux sessions par jour. Or donc, pour effectuer des dialyses, le centre devra aussi être équipé d'un 'water treatment plant', et doté d'une équipe dédiée et formée pour ce département. « Il faudrait un Charge Nurse, deux infirmiers (un homme et une femme), un 'health care assistant', un 'attendant', un 'medical and health officer' ainsi qu'un néphrologue et un nutritionniste à temps partiel. Sans compter qu'il faudrait une autre équipe pour s'occuper du 'medical waste' qu'il faudra débarrasser tous les jours et qui

aura forcément un coût », explique, l'ex-directeur de la Santé. Raison pour laquelle il se demande si ce sera 'cost effective' pour le nombre de patients qui seront traités par jour.

« Dans tous les hôpitaux par contre, il y a au moins une quinzaine d'appareils de dialyse et une trentaine de patients est prise en charge quotidiennement. C'est donc plus 'cost effective' », précise-t-il. D'ailleurs, d'autres problèmes pratiques se poseraient aussi, selon le Dr Gujadhur. Puisque les séances de dialyse se feraient au premier étage et que le bâtiment ne serait pas pourvu d'ascenseur, il se demande comment les patients dialysés feraient pour se déplacer. D'autant que la plupart d'entre eux doivent être transférés jusqu'aux ambulances qui les déposent chez eux sur des civières. « Ces facteurs ont-ils été considérés lorsque la décision d'y faire des dialyses a été prise ? », se demande-t-il. Surtout quand ce genre de soins ne peut pas être pas être dispensé aux petits bonheurs. « Si pe fer li, bizin fer li bien ! », martèle-t-il.

Autant de questions qui restent pour l'heure sans réponse, bien que la perception tende à faire croire que ce département de dialyse dans cette circonscription serait traité comme appât pour des gains politiques et électoralistes, et aussi de redorer le blason du gouvernement après la mort des 11 patients dialysés dans le sillage de la pandémie Covid-19 et dont le ministre de la Santé refuse toujours de dévoiler le rapport du 'Fact Finding Committee'.

L'inauguration repoussée en raison d'une fuite d'eau

L'inauguration officielle de la Mediclinic devait se faire le 17 novembre dernier. Les invitations avaient d'ailleurs déjà été lancées. Mais elle aurait été renvoyée en raison d'une fuite d'eau notée dans le bâtiment à la suite des récentes grosses averses alors qu'il est encore inutilisé et flambant neuf...

À l'hôpital de Souillac

L'absence d'un néphrologue et d'un nutritionniste décriée

Alors que des dialyses devraient être dispensées à la Mediclinic de Quartier-Militaire, des patients dialysés à l'hôpital de Souillac déplorent l'absence d'un néphrologue et d'un nutritionniste. « La dernière fois qu'on a eu la visite d'un néphrologue remonte à janvier 2023 », nous confie un patient, d'un ton désabusé. Pourtant, le cas de ces patients nécessite qu'ils soient vus et auscultés régulièrement par un spécialiste. Certains de ces dialysés disent aussi n'avoir jamais d'eu d'entretien avec un nutritionniste, alors que leur traitement va de pair avec ce qu'ils consomment. Ce qui leur fait bien évidemment craindre le pire, étant toujours hantés par le cas des onze patients dialysés décédés durant la Covid-19.

Vallée-des-Prêtres

Un poste de police construit dans une zone inondable se trouvant sur la berge d'une rivière

• Les habitants tirent la sonnette d'alarme

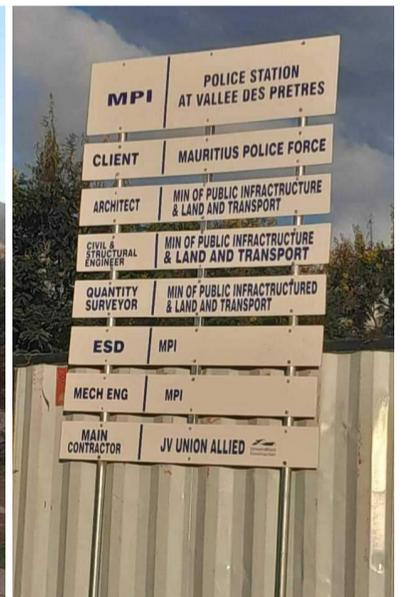
C'est un projet qui suscite à la fois passion et appréhension. Il s'agit de la construction d'un poste de police à Vallée-des-Prêtres. Ce projet était non seulement réclamé, mais aussi attendu avec impatience par les habitants, vu le manque de sécurité dans la région. « Vallée-des-Prêtres se trouvait auparavant sous la juridiction du poste de police d'Abercrombie. Mais celui-ci manquait de ressources. D'où nos demandes pour qu'il y ait un poste de police dans la localité elle-même, vu le taux grandissant d'insécurité », nous explique Jessen Chandramudy, un habitant de la région.

Le projet est en voie d'être réalisé, après maintes requêtes, même s'il prend un temps fou, selon ceux qui suivent ce dossier de près. Une enveloppe financière avait d'abord été allouée pour la construction de ce poste de police dans divers budgets, et ce depuis 2019, suivant une promesse électorale faite par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, aux habitants. Dans un premier temps cependant, c'est une « cabane », dit-on, qui avait été

aménagée, faute de pouvoir trouver un terrain approprié. Par la suite, un lopin de terre a bien été trouvé. Sauf que le lieu suffit pour donner des sueurs froides aux habitants.

Car le terrain, disent-ils, se trouve dans une zone inondable. Pour corser l'addition, il se trouve aussi sur la berge du pont Marjolain, un lieu complètement impraticable lorsqu'il pleut. De ce fait, l'accès y serait dangereux, voire même risqué pour ceux qui s'y rendent, mais aussi pour les policiers qui y seront affectés. « Nous avons tiré la sonnette d'alarme à maintes reprises, mais en vain », déplore Jessen Chandramudy. Il se demande ainsi si le projet a eu tous les permis nécessaires avant qu'il ne soit mis en chantier.

« Tout le monde ici sait qu'il s'agit d'une zone inondable. D'ailleurs, un autre promoteur qui voulait faire un projet à côté de ce poste de police en construction



n'a pas eu de permis. Ce qui suscite évidemment des interrogations », poursuit-il. Et d'ajouter : « Nous ne sommes pas contre les développements. Bien au contraire. C'est un projet que nous avons-nous-même réclamé et que nous aimerions voir aboutir, mais pas à n'importe quel prix et surtout pas lorsqu'il s'agit de la vie des gens », renchérit Jessen Chandramudy.

Il semblerait d'ailleurs que le projet soit actuellement au point mort. La

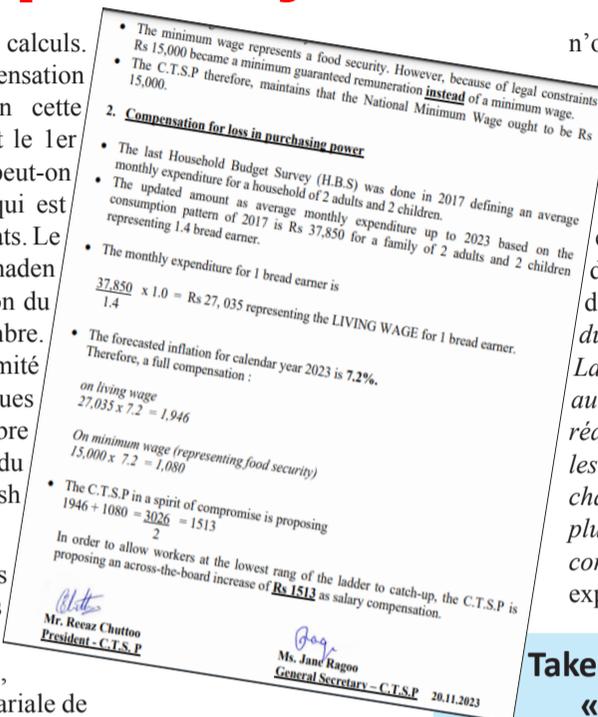
construction du poste de police, qui avait démarré en février 2023, devait prendre seulement six mois, selon les dires de la députée Subhashnee Lutchmun Roy. Or, à ce jour, elle n'a pas encore été complétée. Ce qui pousse les habitants à s'interroger sur l'objectif du gouvernement. Ce dernier a-t-il enfin compris le danger que pose ce projet ou bien compte-t-il le retarder afin que son inauguration puisse coïncider avec les prochaines élections générales ?

Compensation salariale

Le montant de Rs 1500 préconisé par les syndicats

C'est l'heure des calculs. L'exercice de compensation salariale aura lieu en cette fin d'année pour prendre effet le 1er janvier 2024. Quel montant peut-on espérer ? Rs 1500, c'est ce qui est recommandé par divers syndicats. Le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, présidera la réunion du comité tripartite le 7 décembre. Quant à la réunion du comité technique, elle se tiendra quelques jours plus tôt, le lundi 4 décembre 2023, sous la présidence du ministre du Travail, Soodesh Callichurn.

La Confédération des Travailleurs des Secteurs Public et Privé (CTSP), après avoir effectué ses calculs, propose une compensation salariale de Rs 1513 pour tous les travailleurs du pays, afin de compenser leurs pertes de pouvoir d'achat. Selon Sheldon Vince Rungasamy, ce chiffre est basé sur les données officielles du gouvernement et de Statistics Mauritius, prenant en compte un taux d'inflation d'environ 7,2% (chiffre officiel). Il souligne que le salaire minimum devrait garantir la sécurité alimentaire de l'individu, et ajoute : « La dernière enquête sur le budget des ménages a été réalisée en 2017 et a permis de définir les dépenses mensuelles moyennes d'un ménage composé de deux adultes et de deux enfants. Le montant actualisé des dépenses mensuelles moyennes jusqu'en 2023, sur la base du modèle de consommation de 2017, est de Rs 37 850 pour une famille de 2 adultes et 2 enfants. »



Calculs de la CTSP

Selon le président de la 'Federation of Parastatal Bodies and Other Union' (FPBOU), Deepak Benydin, l'inflation réelle aurait atteint presque 10%. « Nous cherchons une compensation, pas une augmentation de salaire. Il est essentiel de comprendre la différence. La logique des choses dicte qu'une famille moyenne dépense de plus en plus pour la même corbeille ménagère », dit-il. Deepak Benydin souligne également que plusieurs familles qui avaient l'habitude de consommer « *diri ration* »

n'ont d'autre choix que de se tourner vers du riz (un aliment de base) basmati. « Sur l'achat de riz, une famille dépense entre Rs 1200 et Rs 1500 de plus par mois », affirme-t-il. Le syndicaliste avance également que le 'ti dimounn' doit dépenser davantage pour des produits de base. « Les nécessités dans la vie du Mauricien commun ont augmenté. La nourriture à Maurice coûte presque autant qu'en Europe. Il est crucial de réaliser que nous sommes en 2023, les habitudes des Mauriciens ont changé, nous dépensons de plus en plus en matière technologique et de communication. Cela a aussi un coût », explique-t-il.

Takeish Luckho, économiste : « L'inflation réelle est estimée à presque 15% »

« Il y aura toujours une disparité entre ce que nous dépensons et la compensation salariale. Le prix de la corbeille ménagère a été basé sur la courbe de consommation datant de 2017. L'inflation réelle actuellement n'est pas à 10%. Elle tourne autour des 15%. De ce fait, la compensation salariale ne sera pas moins de Rs 1000. Le chiffre de Rs 1500 préconisé par les syndicats 'makes sense' », dit l'économiste Takeish Luckho.

Ce dernier explique que des produits digitaux que les Mauriciens consomment pèsent aussi sur les dépenses. Il parle là de l'usage d'internet et de forfait mobiles pour être connecter. « Ce sont des dépenses personnelles qui sont importantes de nos jours. Les facteurs et modes de calculs devront évoluer pour satisfaire plus de personnes 'across the board' », conclut-il.

Mauritius Post

L'exercice de recrutement accuse un retard, le service en souffrira

La 'Mauritius Post' devait recruter 50 à 60 facteurs en deux phases, selon le président du corps syndical des postiers, Luximon Badal. Bien que l'annonce de recrutement ait déjà été faite pour cette année, il nous revient que l'exercice n'a pas été possible en raison du manque de qualifications des candidats. « On ne peut pas confier la distribution du courrier à quelqu'un qui n'a même pas le CPE et qui ne sait ni lire ni écrire. Un stagiaire mettra un an à être formé avant de pouvoir exercer comme facteur. De plus, il doit connaître les lieux, les bureaux et les endroits stratégiques », explique Luximon Badal.

Il prévoit ainsi une année très difficile pour les quelque 300 facteurs déjà en poste l'année prochaine. Il lance un avertissement concernant la livraison des colis. « Il sera difficile de livrer tous les colis à temps, surtout avec les commandes en ligne. Il y aura des retards dans la livraison », prévient Luximon Badal. D'ailleurs, dit-il, la 'Mauritius Post' ne recrutera plus de factrice. « L'administration nous a informés que les cinq femmes déjà en poste n'ont pas le même rendement qu'un facteur. Par conséquent, ils ont stoppé le recrutement des femmes », indique-t-il.

Il dénonce, par la même occasion, des recrutements puant le favoritisme effectué par le gouvernement. Ce qui affecte également le service, selon lui.

Mauritius Ports Authority

La grogne des travailleurs s'amplifie

La 'Mauritius Ports Authority' (MPA) est devenue, selon les travailleurs du secteur, « a total mess ». Parmi les raisons évoquées, on retrouve le manque accru de personnel et l'inaction du 'Parent Ministry' qu'est le PMO. Cela fait pratiquement 24 mois que la MPA n'a pas de 'top management'. Pas de directeur général, de directeur administratif, de directeur des ressources humaines, de Port-Master, de directeur de l'audit et pas de 'Principal Marine Engineer'. Mais comment fonctionne le port de l'île Maurice ?

Pour Tirth Puryag, président de la 'Maritime Transport & Port Employees Union' (MTPEU), le port est un organisme qui fonctionne sous respiration artificielle. « Comment pouvez-vous fonctionner avec un manque de personnel comme à la MPA ? Heureusement que parmi les travailleurs

du port, il existe toujours des gens qui sont de bonne foi et qui sont dévoués dans leur travail », dit-il. Ce dernier déplore le malaise généralisé au port en ce concerne l'absence de 'top management'. Selon le syndicaliste, l'ancienne directrice générale a été forcée de prendre congé. « Elle continue de percevoir son salaire et bénéficie même d'un chauffeur de fonction, alors qu'elle n'est pas en poste », s'insurge Tirth Puryag.

« Bokudimounnankorpefer 'actingship' ! », dit le président de la MTPEU. Il s'élève contre le fait que depuis plusieurs années, des personnes assurent l'intimât des postes vacants. « Pourquoi la MPA ne recrute-t-elle pas des personnes compétentes avec les qualifications requises pour faire de la MPA un organisme qui fonctionne comme il se doit ? », s'interroge-t-il. «

Un appel à candidature avait été lancé pour le recrutement d'un cadre au département des Ressources Humaines, et des interviews ont même eu lieu en ce sens avant d'être 'freeze'. En fin de compte, la MPA a embauché une femme pour un contrat d'un an afin d'occuper le poste, sans qu'elle ait été soumise à un entretien. Il a été révélé qu'elle n'était pas éligible pour le poste », dénonce le syndicaliste.

Tirth Puryag dit qu'il a eu une rencontre avec le nouveau Chairman, Jérôme Boule, le mercredi 22 novembre. « On accordera notre soutien au nouveau Chairman tant qu'il fait son travail dans la transparence, la méritocratie et dans le cadre légal. Quand nous lui avons présenté les problèmes qui existent à la MPA, Chairman inn bouz so latet ! Li pa ti kone ki problem la ti autan grav ! », dit-

t-il. Il souligne aussi le fait que la MPA se trouve sous l'égide du 'Prime Minister's Office' (PMO), et qu'il tarde à prendre des décisions dans le temps voulu pour le bon fonctionnement de l'organisme.

Un 'Handy Worker', s'exprimant sous couvert d'anonymat, nous indique que le poste de 'Senior Handy Worker' était disponible, mais qu'après les entretiens, le recrutement a été suspendu. « Comment se fait-il que le recrutement soit gelé malgré les entretiens ? Il y a parmi nous des travailleurs présents depuis plus de 20 ans. Ils méritent ce poste. Mem si nou lor grade 12, zot traite nou kuma bann ti dimounn (...), et cela concerne également les employés de Grade 6. Nous ne comprenons pas pourquoi ces processus prennent autant de temps ! », insiste notre interlocuteur.

Cellule familiale

Milene Abdulkader : « Les autorités ont failli à leur tâche »

Familles brisées, enfants perturbés et une société en décadence... La réalité sur le terrain offre un aperçu de l'échec de l'unité familiale à Maurice dans les années à venir. Pour la fondatrice et directrice de l'association 'Elles C Nous', Milene Abdulkader, MSK, la cellule familiale est en train de se dégrader de jour en jour. Elle estime que les autorités ont failli à leur tâche de préserver une bonne cohérence avec la société civile.

« D'une certaine manière, les autorités ont gravement failli. Il y a un gros manque de tact sur le terrain. Elles voient les choses seulement en surface et n'interviennent pas au cœur du problème. Les personnes vulnérables deviennent dépendantes d'une pension qui leur est versée tous les mois et ne font donc pas d'efforts pour travailler. Il y a un manque de suivi pour chaque famille bénéficiant d'une pension afin de connaître leur développement et celui de chaque individu », déclare-t-elle.

Selon Milene Abdulkader, il y a plusieurs facteurs qui contribuent à la dégradation de la cellule familiale. Le premier est la drogue. Ce fléau touche toutes les couches sociales. « C'est une façon pour les parents de chercher un échappatoire aux problèmes auxquels ils font face. Ils

n'ont pas à se soucier du lendemain. Les parents drogués ne se responsabilisent pas, laissent les enfants livrés à eux-mêmes, et ces derniers finissent par fréquenter de mauvaises personnes et être désobéissants. Certains perdent même le contrôle, causant des blessures irréparables. Les réseaux sociaux peuvent également créer une rupture au sein de la famille, car cela peut instaurer une distance entre les parents et les enfants. Nous pouvons voir des enfants qui se soucient de l'avis des autres, qui se laissent influencer par ce qui se passe à l'extérieur et en ligne. Les séparations parentales affectent les enfants psychologiquement. Certains peuvent réagir de manière rebelle, et d'autres peuvent se renfermer sur eux-mêmes, ce qui est un énorme problème en grandissant. Les abus sexuels, psychologiques et physiques deviennent fréquents ces dernières années et cela affecte le moral de nos jeunes », relate-t-elle.

« Les individus doivent prendre conscience des fléaux et réaliser qu'une famille est précieuse et qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, car la racine familiale est plus forte que tout. S'il y a une première victime dans une famille, les autres en souffriront, et

chaque famille doit savoir se protéger et rester soudée. La vie spirituelle est tout aussi importante », souligne la directrice de l'Association Elles C Nous. Milene Abdulkader tient également à attirer l'attention sur le rôle de l'école dans la promotion d'une bonne éducation dès le plus jeune âge. « Le rôle des écoles est de faire un suivi régulier avec les enfants et avec les parents également, pour qu'ils puissent mieux communiquer », explique-t-elle.

Le social, rôle des ONGs

« Cela fait plus de 16 ans que mon association existe, et moi en tant que fondatrice et directrice, 35 ans que je mène ce combat, avec beaucoup de hauts et de bas. J'ai dû me battre seule pour la justice et pour un avenir meilleur pour les enfants dans le besoin », affirme la fondatrice d'Elles C Nous. « Les organisations doivent être plus présentes sur le terrain pour comprendre les enfants et adopter une approche plus adaptée, en identifiant s'il y a des changements à apporter, tels qu'un suivi plus approfondi avec un psychologue. Diminuer le nombre d'enfants dans les classes peut être une

solution pour que chaque élève puisse bénéficier d'une meilleure attention », ajoute-t-elle.

Au sujet des jeunes couples, elle est d'avis qu'ils ne prennent pas suffisamment de responsabilités concernant le fondement et le socle familial. « Les jeunes sont intelligents mais ne prennent pas assez de responsabilités car ils ne connaissent pas leur valeur et préfèrent avoir la vie facile. Il y a aussi le coût de la vie et de l'immobilier qui a grimpé en flèche, et il est très difficile pour nos jeunes de trouver du travail après leurs études », conclut-elle.

**St-Hubert****Nitin Jeeha dénonce les manigances de la NLTA**

La 'National Land Transport Authority' (NLTA) est une nouvelle fois pointée du doigt, par le conseiller du village de St-Hubert, Nitin Jeeha, car le problème de transport des habitants de l'endroit n'est toujours pas résolu. Il affirme détenir des preuves indiquant que la NLTA manigance pour rétablir les bus individuels et provoquer la suspension des services de la CNT.



autre problème », explique le conseiller de village.

Dans ce contexte, Nitin Jeeha et les habitants des régions concernées prévoient de descendre dans la rue pour dénoncer les manigances de la NLTA. Pour rappel, un groupe de résidents a protesté devant les locaux de la NLTA à Cassis, déplorant le manque de transport public dans leur village, notamment sur les routes 11 St-Hubert-Mahébourg et 87 St-Hubert-Curepipe, le 6 avril de l'année dernière.

Arrêté puis relâché

Dans la soirée du jeudi 23 novembre, Nitin Jeeha a été appréhendé par des policiers. Ces derniers lui reprochaient d'avoir provoqué un rassemblement illégal.

Après quatre heures passées au poste de police, il a été relâché sur parole, pour être présenté en Cour le lendemain - soit le vendredi 24 novembre.

La police a finalement décidé de se rétracter et de ne loger aucune accusation provisoire contre Nitin Jeeha.

« La NLTA n'est pas à l'écoute des doléances des habitants. Nous avons des preuves indiquant que cinq permis seront accordés aux opérateurs individuels. Pourquoi la NLTA cherche-t-elle à empêcher la CNT de desservir ces régions ? Les habitants peuvent se rendre au travail à l'heure maintenant, tandis que les bus individuels faisaient la pluie et le beau temps », déplore-t-il.

« Nous avons un problème avec les routes 11 et 87. Depuis quelque temps, seulement deux bus opèrent sur la route 11 (St-Hubert-Mahébourg). Initialement, il y en avait six, mais leur nombre a été réduit au fil des semaines. Les passagers doivent attendre entre 45 minutes et une heure avant qu'un bus n'arrive. La situation empire pendant les heures de pointe. De plus, les horaires des bus sur la route 87 posent un

Global Naari Samman Award**Deux 'awards' remportés par la MYF**

La cérémonie des 'Global Naari Samman Award' a eu lieu à l'auditorium de Jinfei, organisée par la 'Women Entrepreneurs International Chambers of India' et le 'Mouvement Féminin Mauritian'. Plusieurs associations et travailleurs sociaux, entre autres, ont été récompensés pour leur dévouement et leur travail.



La 'Muslim Youth Federation' (MYF) se trouve sur la liste de ceux qui sont à l'honneur. Raffique Santally, MSK, président de cette association, a reçu le 'national patriotic award' pour sa grande contribution au service social du pays depuis quatre décennies, alors que Rahela Mooniaruch, présidente du 'Sisters Desk' de la MYF, a, elle, été décernée le 'Woman of courage award' pour son travail social en faveur du bien-être des femmes depuis 30 ans.

Une reconnaissance bien méritée pour leur dévouement dans le domaine social et pour leur aide aux personnes vulnérables.

Gaza : Comment Israël humilie l'ONU

■ Par Ram ETWAREEA (Journaliste)

Un cessez-le feu de cinq jours est intervenu vendredi. Il devrait permettre des échanges d'otages israéliens et palestiniens et l'arrivée de l'aide humanitaire dans le territoire meurtri. Mais globalement, l'Etat hébreu soutenu par les puissances occidentales n'a cure de l'organisation onusienne.

Rarement un Etat a fait à ce point fi de l'ONU, dont la principale tâche est de maintenir la paix, protéger les droits de l'homme, fournir de l'aide humanitaire et promouvoir le développement. Alors même que le territoire occupé de Gaza est le triste théâtre de toutes les violations, d'un régime d'apartheid imposé par Israël et des bombardements aveugles sur la population civile, l'organisation onusienne y est à peine audible tant ce dernier se permet de faire la sourde oreille aux récriminations qui lui sont constamment faites. Fin octobre, l'Etat hébreu, plus culotté que jamais, s'est même permis d'appeler à la démission du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Le Portugais avait osé affirmer que « l'attaque du Hamas du 7 octobre ne venait pas de rien, mais de 56 ans de brutale colonisation ».

L'appel à la démission d'Antonio Guterres a d'abord été lancé par l'ambassadeur israélien à l'ONU à New York, Gilad Erdan, dans un message posté sur X, l'ancien Twitter. « Sa déclaration selon laquelle les attaques de Hamas ne se sont pas produites dans le vide exprime une sympathie pour le terrorisme. Il est vraiment triste que le chef d'une organisation née après l'Holocauste ait des opinions aussi horribles », a écrit le diplomate israélien. Une telle arrogance ne serait pas passée sans faire de vagues s'il s'agissait d'un tout autre pays.

Si de telles insultes ont été proférées au grand jour, c'est que l'Etat hébreu jouit de la tacite bénédiction des puissances occidentales. Evidemment pour Gilad Erdan, « l'ONU ne représente pas les membres les plus importants, et certainement pas les États-Unis, l'Allemagne, la France ou la Grande-Bretagne, qui soutiennent Israël ». Sur ce point, il n'a pas tort.

Gilad Erdan n'a pas parlé sans l'aval de Tel Aviv. Le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, qui devait rencontrer le secrétaire général de l'ONU la semaine passée, a annulé le rendez-vous. Et accusé Antonio Guterres d'être « compréhensif face

au terrorisme et aux meurtres ». Peu avant, ce dernier, comme un grand nombre de décideurs politiques et économiques mondiaux, avait dénoncé la punition collective infligée à Gaza par l'armée israélienne. « Je suis profondément préoccupé par les violations manifestes du droit humanitaire international auxquelles nous assistons à Gaza. Soyons clairs. Aucune partie à un conflit armé n'est au-dessus du droit international humanitaire. Rien ne peut justifier que des civils soient délibérément tués, blessés ou enlevés, ou que des roquettes soient lancées contre des cibles civiles. »



A ce jour, plus de 15 000 Gazaouis ont été tués par les bombes israéliennes. A la demande du secrétaire général de l'ONU d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat, relayant les demandes de multiples organisations aux quatre coins du monde, le ministre Eli Cohen a opposé une fin de non-recevoir. Ses propos ont été repris et amplifiés sur les réseaux sociaux. Déchaînés, certains internautes sont allés jusqu'à demander le démantèlement de l'organisation onusienne créée en 1945 sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale.

Un cessez-le-feu de cinq jours a enfin été négocié non sans difficulté par l'intermédiaire du Qatar et est entré en vigueur vendredi. Il porte sur l'échange d'une cinquantaine d'otages qui sont entre les mains du Hamas, contre quelque 150 otages palestiniens détenus dans des prisons israéliennes. Durant cette courte période, l'aide d'urgence devait arriver à Gaza en passant par Rafah, la frontière entre l'Egypte et Israël. Dans une opération de nettoyage ethnique orchestrée par le gouvernement de Benyamin Netanyahu, plus d'un million de Gazaouis ont été contraints de se déplacer dans leur propre pays

et survivent sans eau et sans accès aux soins.

Les organisations spécialisées de l'ONU – Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Unicef, l'organisation pour la protection de l'enfance, le Commissaire aux droits de l'homme – et surtout l'Office des secours et des travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) subissent la même humiliation et le même mépris de la part de l'Etat hébreu. En imposant un siège total au territoire occupé de Gaza dans le sillage du 7 octobre, elles se sont retrouvées encore un peu plus

La révolte onusienne contre Israël n'est toutefois pas inexistante. En cette fin de semaine, l'OMS a appelé à mettre un terme aux meurtres des personnes innocentes à Gaza. Pour le Dr Ahmed Al-Mandhari, directeur pour la région de la Méditerranée orientale, les meurtres et les mutilations des civils innocents dans la bande de Gaza doivent cesser. « Ces personnes innocentes n'ont pas commis de péché pour mériter ces épreuves qu'elles n'ont pas choisies et qu'aucun esprit ne peut imaginer », a-t-il protesté. L'OMS, dont une collaboratrice a été tuée par l'explosion d'une bombe israélienne à Gaza, se dit soulagée par le cessez-le feu, mais selon elle, il doit être permanent. L'agence onusienne a documenté 178 attaques contre les établissements de santé depuis le 7 octobre. 27 des 36 centres de santé sont actuellement hors service.

Le gouvernement de Benyamin Netanyahu n'entend pas non plus les appels de l'UNRWA. « Malgré toutes les images insoutenables en provenance de Gaza, il n'y a pas de réactions », a réagi son commissaire général Philippe Lazzarini : Dans une déclaration faite fin octobre, il a déploré le cap franchi par Israël dans la violence des bombardements israéliens et a dénoncé l'assimilation dangereuse de la population palestinienne de Gaza avec l'aile militaire de Hamas.

dans l'impossibilité d'accomplir leur mission. Pour le Haut-Commissaire aux Droits de l'homme, un tel blocus est interdit par le droit international. Dans un communiqué de presse émis le 10 octobre, son patron Volker Türk a déclaré que « l'imposition de siège qui met en danger la vie des civils en les privant des biens essentiels à leur survie est interdites par le droit international humanitaire. » Israël ne fait même pas attention à de telles mises en garde.

Ce n'est pas uniquement depuis le 7 octobre 2023 que ces agences onusiennes ne peuvent pas fonctionner normalement, mais depuis 2007. En réalité, rien ne se passe dans le territoire occupé de Gaza sans l'approbation de l'armée israélienne qui contrôle tous les mouvements. Ces dernières années, elles ont certes trouvé un modus vivendi avec le Tshaal, mais le siège brutal – sans eau, sans électricité, sans carburant – imposé au lendemain du 7 octobre et ses conséquences sont inimaginables et inadmissibles au 21^e siècle. Du reste, l'ONU a voté, non sans difficulté, une résolution exigeant un cessez-le-feu, mais Israël l'a ignorée, en toute impunité.

L'Unicef, l'organisation pour la protection de l'enfance, n'a pas non plus d'écoute auprès de Tshal. Elle n'a pas cessé de dénoncer le blocus et les bombardements qui mettent la vie des milliers de personnes, plus particulièrement des enfants en danger. « La situation est catastrophique, marquée par des bombardements incessants et des déplacements massifs des familles. Il n'y a pas d'endroits sûrs », a dénoncé sa directrice Catherine Russell. Les enfants de Gaza ont besoin d'une aide vitale et chaque minute compte. »

Le fait est que depuis 1967, l'ONU a adopté plus de 250 résolutions sur le conflit Israëlo-palestinien et qu'Israël ne respecte pas. Sans compter quelque 70 autres qui n'ont pas été votées à cause du veto américain. C'est paradoxal pour un pays qui a lui-même vu le jour par une résolution onusienne, la 181 votée en 1949, qui confirme la reconnaissance internationale que le peuple juif méritait son propre Etat.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le droit de vote, le devoir d'organiser les élections et le devoir de voter

Est-ce un devoir de voter ? Le respect des résultats des urnes. Elus, alors que vous vous attellez à la tâche, rappelez-vous de vos promesses et programmes !

Rajen Valayden en Cour Suprême : « J'ai été privé de mon droit de vote » (*Le Défi*, 21.11.23), se référant au renvoi des élections municipales.

Texte : Nous sommes un an avant l'échéance de 2024.

C'est en 1948 que le droit de vote s'inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, et ce droit devient, depuis, l'outil principal de la démocratie. En France, par exemple, le droit de vote demeure moralement un devoir pour les citoyens, comme le rappelle l'inscription figurant sur les cartes électorales : « Voter est un droit. C'est aussi un devoir civique ».

S'il y a un pays en particulier qui a été un modèle et un exemple de démocratie, c'est bien les Etats-Unis, qui fut un des principaux architectes de la Commission des droits de l'homme, qui comprenait 18 membres de divers horizons politiques, culturels et religieux. Eleanor Roosevelt, la veuve du Président américain Franklin Roosevelt, présida le comité de rédaction de la DUDH, qui a vraiment été la force qui a permis l'adoption de la Déclaration. Le texte par sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948, fut adopté par l'Assemblée générale, en réunion à Paris, comme la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Commentaire : A Maurice, voter est un droit, pas une obligation, mais un devoir civique bien respecté.

Democracy Watch a toujours pris fermement position pour. Voter est un devoir moral qui s'impose à chacun d'entre nous. Votez librement, après écoute et réflexion des différents partis (candidats et programmes électoraux). D'où le rôle crucial de la presse et des radios. Et la publication bien à l'avance des programmes électoraux pour vraiment donner aux électeurs le choix. Ceux qui se sont abstenus, auront-ils le droit moral par la suite de se plaindre ? La réponse à cette question est définitivement « non ». Mais BRAVO à Maurice encore une fois pour des élections démocratiques et si bien organisées. S'il est un résultat qui a été acquis par force de loi (au

lieu d'action citoyenne spontanée) c'est bien la représentation féminine. Mais une tare au Mauricianisme et à la traditionnelle représentation de toutes les communautés sur les listes des groupements et partis a été que dans plusieurs groupements se présentèrent 9 candidats d'une seule communauté, ne répondant pas à la diversité de l'électorat !

Et évidemment, peut importe les raisons, pas de renvoi des municipales ou des législatives aux échéances électorales.

En haut lieu, on nous accorde seulement le droit de nous taire et de tout avaler. Moutons nous sommes. Moutons nous resterons. Moutons nous irons docilement réélire ceux qui nous traitent déjà comme des esclaves dans notre pays. Nous méritons amplement le gouvernement qui nous méprise ainsi. Ne nous faisons pas de bile. Une nouvelle oligarchie nous dirige. Elle croit n'avoir aucun compte à nous rendre jusqu'à preuve du contraire. Rien de plus logique que sa nouvelle propension pour un nouveau colonialisme. Toute recrue étrangère comporte de surcroît

Jusqu'à quand la population mauricienne acceptera-t-elle la farce tragique des *Protection Orders*, sous leur forme actuelle, qui ressemblent davantage à l'autorisation de nouvelles violences conjugales et sexuelles, qu'à une quelconque protection pour une espèce d'êtres humains en péril ? Est-ce normal que nos sœurs, en danger d'être sauvagement battues par des hommes leur ayant juré amour, fidélité et protection, ne trouvent pas rapidement, en cas d'urgence, des protecteurs accrédités, pas forcément des policiers mais des centres de secours et d'hébergement dignes de ce nom et à portée de main ?

Les conjointes de nos ministres et de nos dirigeants syndicaux, politiques, socioculturels et autres forces vives ne peuvent-elles pas faire grève totale de ce que vous devinez jusqu'à éradication totale, sinon même atténuation prononcée, de toute violence physique, verbale, sexuelle, menaces ?

Ne peuvent-elles pas faire pression, même en abusant de leurs charmes, pour que tout *Protection Order* devienne de plus en plus restrictif quand le conjoint macho et sadique, loin de reconnaître sa perversité, s'ingénie à tourmenter davantage celle qui a eu le malheur de lui faire confiance, jusqu'à partager sa misérable existence. Il devrait y avoir un moment, sans devoir attendre le martyr mortel de la femme battue, pour que tout mari violent et pernicieusement récidiviste soit mis hors d'état de nuire et incarcéré jusqu'à ce qu'il revienne à des sentiments plus respectueux de cette institution sacrée qu'est tout mariage et même concubinage. Si à Maurice, il y a une philosophie, un parti politique, une pensée syndicaliste, une religion, une école de pensée, une quelconque association, contestant que la Femme est l'avenir de l'Homme, la meilleure moitié du Paradis et en aucun cas la subordonnée de son conjoint, de ses parents ou frères, sa subalterne, l'esclave de l'homme, l'objet-meuble de son Maître tout-puissant qui aurait sur elle droit de vie et de mort, qu'elle se manifeste pour que nous sachions à quoi nous en tenir, au danger de mort qu'elle représente pour la société mauricienne. Réveillons-nous. Il y a non-assistance nationale envers les femmes en danger d'être torturées jusqu'à ce que mort s'ensuive.

■ DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



A nouvelle oligarchie, nouveau colonialisme

Texte : Agriculture. Le ministère recrute un directeur mais non mauricien (*L'Express* du 14.11.2023)

Commentaire de Democracy Watch : On ne peut imaginer une gifle plus méprisante pour l'ensemble de nos fonctionnaires, et pas seulement celles et ceux du ministère de l'Agriculture. Même Manesh Gobin n'aurait pas toléré pareil camouflet, commis pratiquement en son nom. Ses détracteurs peuvent lui reprocher d'autres défauts mais pas pareil mépris pour les filles et fils du sol, pour les malheureux citoyens de la République de Maurice de plus en plus colonisée. Que dire du silence tonitruant de nos syndicats de fonctionnaires, subitement plus accommodants encore que caméras et micros télévisuels. On se croirait en pays d'apartheid où les meilleures places sont réservées aux étrangers, tandis que les locaux doivent se contenter des townships les plus miteux. Et c'est le pays de Mohandass Karamchand Gandhi qui nous vaut pareille humiliation. Et pour ne pas changer, pas la moindre explication. Pas la moindre justification. Peut-être parce qu'elles n'existent pas ni ne sauraient exister.

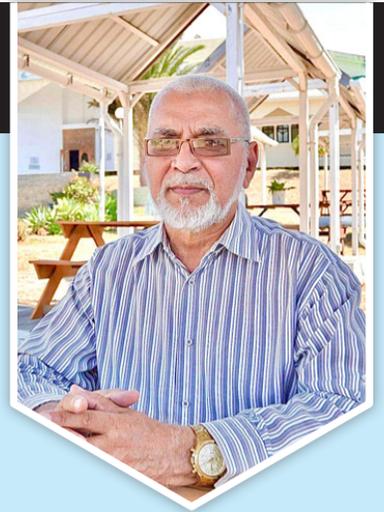
l'inappréciable avantage de pouvoir être sommairement congédiée. Il suffit de trouver une faille dans son permis de travail et de résidence. Rien de mieux que pareille épée de Damoclès pour faire preuve de docilité.

Non-assistance nationale aux femmes battues

Texte : Moka. Victime de violence conjugale. Vilasha Sooriah (39 ans) battue et brûlée par son époux (*Mauricien* du 15.11.2023)

Commentaire de Democracy Watch : Pourquoi tant de sollicitude ministérielle (campagnes de prévention télévisuelles et sur le terrain, baratins aussi longs que stériles, promesses tellement mensongères) pour les victimes d'accidents mortels de la route (hausse statisticienne par rapport aux morts de 2022, année particulièrement moins meurtrière) et tant d'indifférence hiérarchique pour ces Mauriciennes mortellement martyrisées par leurs bourreaux de maris ? Pourquoi tant de défilés automobiles pouvant ressembler à des rallyes provocants et de toute manière inutilement polluants, pas de marches blanches, suscitant si bien la réflexion, la détermination, gages d'une action peut-être salutaire, en faveur de nos sœurs torturées jusqu'à ce que la mort la plus cruelle s'ensuive ?

Conflict and Fanaticism



By Bashir Nuckchady

All over the Muslim world, two rival groups are always in conflict: One attracts highly educated people who believe in reason and logic, but care little for religion, while the other consists of largely uneducated people who hold fanatically to certain beliefs and try to impose them on others.

Definitely these two groups with widely different attitudes to religion exist. These have been there since the very early days of human existence. The noble prophets and those who have followed them on the same route try to bring the message of faith home to people, hoping that they will respond positively to the call to believe in the Oneness of Allah.

On the other hand, there are those who are opposed by people who prefer to follow what they feel to be their interest, paying no regard to the divine guidance and caring little for the teachings of prophets and the guidance of God, Almighty. This has always been the case, and it will continue to be so, until the end of human life.

The group opposed to faith attracts mostly the highly educated who rely on reason and logic. They either prefer not to study religion with the sort of seriousness they attach to other matters. They prefer to satisfy immediate pleasures and they feel that their position will be threatened by religion. They simply do not respond to the challenge of the divine message to use their reason and logic in evaluating the truth advanced by the divine faith. There was a time when a higher proportion of educated people seemed to move away from religion, but if you look at the historical circumstances that led to this situation, you are bound to conclude that this was the result

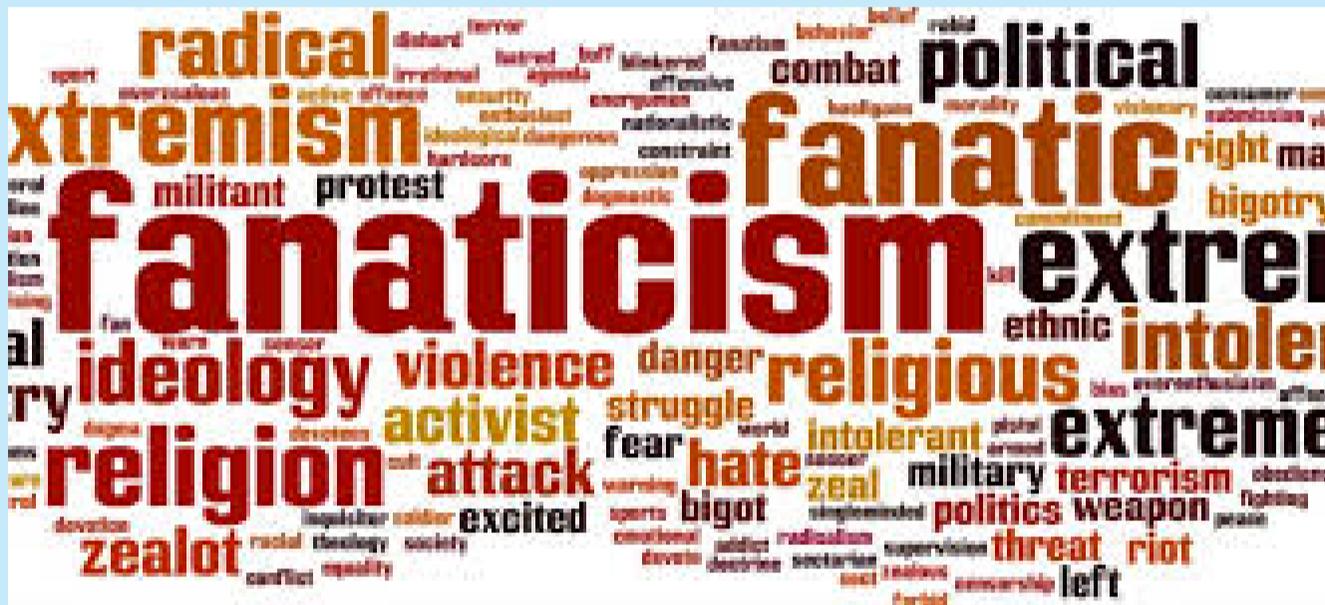
of the alien system of education that was devised by the colonial authorities in most Muslim countries.

The colonial powers were able to impose their will over most of the Muslim world, after a long period of decline throughout the Muslim areas. But when that phase was over, and education moved towards being universal, more and more educated people found no difficulty in making a happy match between education and religion. Indeed, it is the divine faith that calls on people to use their reason and logic, because when they do that, they

groups go to the extent of denouncing each other. Then what is all this talk of Brotherhood?

The Prophet (sa.w) says: *“Do not hate each other and do not envy one another, and do not turn your back on each other. Servants of Allah, be always brothers. It is not lawful for anyone to boycott his brother for over three nights. They may meet and each of them turns his face away. The one who is first to greet the other is the better one of the two of them.”*

This Hadith shows how much importance Islam attaches to the brotherhood of Muslims and



can easily recognize the truth of the Oneness of God and the validity of the divine message. In the history of Islam, there was no time when a conflict took place between enlightened education and scientific findings on the one hand, and Islam on the other. Indeed, the two stand always hand in hand. It is true that there are people who claim to be religious and try to impose their ideas on others. Such people have not learned Islam well. They do much damage to the cause of Islam. They are rarely aware of its fundamental principle to respect individual freedom. Islam advocates that freedom of thought, belief and expression as a basic right of all human beings. Fanaticism is alien to Islam and it will always remain so.

These days, Muslims look down upon each other. Each considers the other as inferior and many

how it discourages any action that tends to weaken the bond of brotherhood. That means that it is permissible, although by no means encouraged, for two Muslims not to be on speaking terms for a shorter period. This should be understood as a concession which is given in view of what quarrels may take place between people who are otherwise good Muslims. It is only natural for a human being to get angry at times and to allow his anger to get the better of him. This may lead to an estrangement or a boycott between them. Muslims who find themselves in such a situation are allowed three days to let their tempers cool down.

Quarrels which result from long harbored hate or envy will take much longer to mend. However, we are commanded by the Prophet not to entertain such feelings for any length of time against fellow Muslims.

Perhaps it should be added here that when a person fears that his continued relationship with a particular person is bound to cause him harm, whether in respect of his worldly interest or

in respect of his fulfillment of his Islamic duties, he will be right not to maintain a very close relationship with that person. He need not boycott him altogether, but he may keep him at arm's length. Sometimes when a quarrel takes place between two people, they

regret it and both of them are eager to mend the relationship, but they cannot bring themselves to start the process of reconciliation.

The Prophet encourages us not to allow such a consideration to stop us from doing what is right. It is not easy for people to overcome their ego and bring themselves to greet a person with whom they have quarreled, especially when they genuinely feel hurt that the other person was totally in the wrong. But it is this particular attitude which the Prophet wants to play down so that it does not prevent Muslims from making things up after they have quarreled.

So the overriding criterion for a Muslim is what to do in order to earn Allah's pleasure and receive more reward from Him.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

15^{es} Championnats d'Afrique junior de natation

La mascotte Dodu le dodo dévoilée

ELCA Mauritius et le Comité organisateur des 15^{es} Championnats d'Afrique juniors de natation ont dévoilé ce jeudi 23 novembre à Vivéa Business Park, Dodu le dodo, la mascotte officielle de la compétition, qui se tiendra du 6 au 10 décembre prochain à Côte d'Or et à Mont Choisy.

ELCA Mauritius offrira ainsi 225 peluches représentant Dodu au comité organisateur. Ces peluches seront exclusivement remises aux médaillés des championnats.

Au cours de la cérémonie, qui a eu lieu au siège social de l'entreprise, Jean-Benoît Gauthier, responsable des opérations d'ELCA Mauritius, en présence du Directeur local Narain Ramdenee, a souligné l'importance de soutenir la jeunesse et les talents dans leur quête d'excellence.

A travers ce partenariat, a-t-il expliqué, ELCA Mauritius souhaite prendre une part plus active au sein de la communauté, en ligne avec ses valeurs et sa philosophie.

« Cette initiative reflète notre engagement envers la communauté et notre volonté de soutenir les jeunes talents dans leur quête d'excellence. Notre entreprise a pour philosophie profonde la recherche de nouveaux



talents désireux d'apprendre chaque jour et de grandir en équipe. Cette quête de l'excellence se reflète également dans notre programme ELCAcademy, une initiative qui, tout comme les jeunes athlètes de ce championnat, permet à nos nouveaux talents de plonger dans le monde professionnel », a-t-il déclaré.

Doreen Tiborcz, présidente du Comité organisateur des 15^{es} Championnats d'Afrique junior de natation et de nage en eaux libres, se réjouit pour sa part de voir ELCA Mauritius rejoindre les rangs de sponsors. Elle a ainsi remercié Jean-Benoît Gauthier pour son soutien.

« Au nom du Comité organisateur, je tiens à remercier ELCA Mauritius d'avoir accepté de nous rejoindre dans cette aventure. Nous ne sommes plus qu'à deux semaines de l'ouverture des championnats et nous ne pouvons que nous réjouir d'accueillir un partenaire tel que ELCA Mauritius, qui défend des valeurs telles que la recherche de l'excellence, l'esprit d'équipe et le dépassement de soi. »

François Lan, président de la Fédération mauricienne de natation (FMN) et vice-président du Comité organisateur, s'est lui aussi réjoui de

voir de nouveaux partenaires rejoindre l'organisation. « Cela nous fait énormément plaisir de voir une firme soutenir la jeunesse et la natation en particulier. Ces championnats d'Afrique, destinés aux jeunes nageurs, sont l'occasion pour eux de montrer qu'ils sont la relève de notre discipline et que nous avons raison de les soutenir », a-t-il déclaré.

ELCA Mauritius rejoint ainsi Nando's, House of Blue, Innodis, Edendale, Leal, Olympia Sports, T-Printers, SBM et la MTPA au rang des sponsors de ces championnats, que Maurice accueille pour la quatrième fois après les éditions de 1996, 2005 et 2009.

Pour rappel, Maurice a obtenu l'organisation des 15^{es}

Championnats d'Afrique juniors de natation après le désistement du Soudan. Les compétitions de natation en bassin se tiendront à la piscine olympique de Côte d'Or du 6 au 9 décembre. Le 10 décembre se tiendra les championnats d'Afrique juniors de nage en eaux libres à Mon Choisy.

A deux semaines de l'événement, plus de 250 nageurs, venant de 32 pays sont déjà enregistrés pour cette compétition, qui sera organisée sous l'égide de la World Aquatics et Africa Aquatics.

Ter Stegen élu meilleur joueur de la saison 22/23 de Liga

Le gardien du FC Barcelone a reçu le trophée Zamora et Di Stefano du meilleur gardien et meilleur joueur de la saison 2022/23 de Liga lors du Gala 'MARCA' de ce jeudi.

Marc-André Ter Stegen, élément essentiel du FC Barcelone vainqueur de la Liga 22/23, et auteur de 26 clean-sheets en 38 journées, vient d'être récompensé pour sa très bonne saison lors du Gala 'MARCA' de ce jeudi.

Le gardien allemand a reçu le trophée Zamora du meilleur gardien de la saison dernière, ainsi que le trophée Di Stefano du meilleur joueur de la saison 2022/23 de Liga. Ter Stegen remporte le trophée Zamora, décerné au meilleur gardien de Liga chaque saison, pour la première fois de sa carrière, après 9 saisons à Barcelone. Il succède à Yassine Bounou, sacré en 2022.

Même chose pour le trophée Di Stefano, plus haute distinction individuelle en Liga. MATS succède à Karim Benzema, sacré lors de la saison 2021/22 qui lui a



valu son Ballon d'Or 2022.

Antoine Griezmann, auteur de 15 buts et 16 passes décisives avec l'Atlético en Liga la saison dernière, ou encore Vinicius Jr, auteur de 10 buts et 9 passes décisives, auraient également pu prétendre à remporter le Trophée Di Stefano.

Les chapeaux du tirage au sort de l'Euro 2024 dévoilés

La phase de qualification étant terminée, les chapeaux pour le tirage au sort de l'Euro 2024 ont été établis. L'équipe de France a réussi à éviter les meilleures sélections telles que l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne, la Belgique et l'Angleterre, mais elle peut encore hériter d'un groupe relevé.

Les chapeaux du tirage au sort de la phase finale de l'Euro-2024 sont déjà établis. Après le tour de qualification avec quelques surprises comme la qualification de la Slovaquie d'Oblak ou la non-qualification de la Norvège de Haaland, l'UEFA a confirmé, sur ses réseaux sociaux, les chapeaux du tirage au sort qui aura lieu le samedi 2 décembre à 18h00 (GMT+2).

Cela signifie que l'équipe de France ne peut pas affronter l'Allemagne, pays organisateur, le Portugal, l'Espagne, la

LES CHAPEAUX DE L'EURO 2024			
CHAPEAU 1	CHAPEAU 2	CHAPEAU 3	CHAPEAU 4
Allemagne	Hongrie	Pays-Bas	Italie
Portugal	Turquie	Ecosse	Serbie
France	Roumanie	Croatie	Suisse
Espagne	Danemark	Slovénie	Barragiste A
Belgique	Albanie	Slovaquie	Barragiste B
Angleterre	Autriche	Répub. tchèque	Barragiste C

Belgique ou l'Angleterre, qui sont dans le chapeau 1. Toutefois, elle n'est pas à l'abri d'affronter des adversaires de taille comme le Danemark/l'Autriche, les Pays-Bas/la Croatie et l'Italie, par exemple, ce qui constituerait un véritable défi.

Trois places restent encore à attribuer à l'occasion des barrages qui se tiendront les 21 et 26 mars 2024. Les pays qui rêvent encore d'une place à l'Euro-2024 sont la Finlande, l'Ukraine, l'Islande, le pays de Galles, Israël et la Bosnie-Herzégovine.

Un match entre Messi et Cristiano Ronaldo organisé en 2024 en Arabie Saoudite



Un match de gala exceptionnel entre l'Inter Miami de Lionel Messi et le club saoudien d'Al-Nassr, où évolue Cristiano Ronaldo vient d'être annoncé pour février 2024 en Arabie saoudite, l'occasion de voir les deux meilleurs joueurs du XXIe siècle s'affronter une dernière fois.

2024 sera l'occasion de découvrir un nouveau duel entre les deux joueurs considérés comme les meilleurs de leur génération, si ce n'est de l'histoire, en Arabie saoudite : Lionel Messi et Cristiano Ronaldo. Un match de gala vient d'être annoncé entre le club saoudien d'Al-Nassr, où évolue la star portugaise, et l'Inter Miami de Lionel Messi pour février 2024 à Riyadh, la capitale saoudienne.

Sous la forme d'un tournoi amical nommé 'Riyadh Season Cup', dont la première édition a eu lieu en 2023 entre le PSG et une équipe All-star de Riyadh, trois équipes s'affronteront désormais.

En effet, Al Hilal sera également de la fête et malgré l'absence de Neymar, gravement blessé, le niveau sera au rendez-vous puisqu'il s'agit actuellement du leader invaincu de Saudi Pro League.

L'information a été officialisée par le propriétaire de la lanterne rouge de Liga, Almeria, Turki Al-Sheikh, qui occupe également le rôle de président de l'Autorité générale du divertissement d'Arabie saoudite, dont le but est d'organiser les événements culturels du pays.

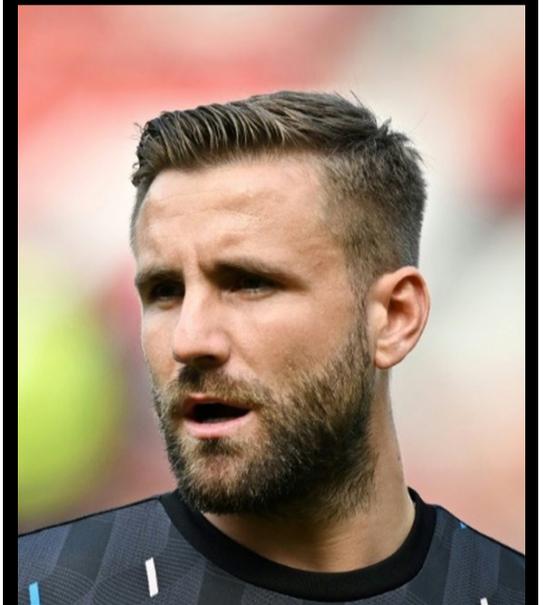
Pour attirer le public, le choc entre l'Inter Miami et Al-Nassr a été appelé 'The Last Dance', entendez 'La dernière danse', en référence au fait qu'il devrait s'agir de la 38e et dernière confrontation entre Messi (36 ans) et Ronaldo (38 ans), 16 ans après la première en Ligue des champions et un certain FC Barcelone-Manchester United.

«Le tournoi devrait avoir lieu la première semaine de février 2024, avec la participation des stars de tous les clubs participants, dans la capitale saoudienne Riyadh, au Kingdom Arena, récemment inauguré» peut-on lire dans le communiqué. Une belle fête d'anniversaire pour 'CR7' qui soufflera ses 39 bougies le 5 février prochain.

Luke Shaw de retour à l'entraînement, trois mois après sa blessure

Bonne nouvelle pour Manchester United. Absent des terrains depuis le mois d'août, Luke Shaw a repris le chemin de l'entraînement ce mercredi.

Luke Shaw a repris l'entraînement avec Manchester United après trois mois d'absence. Le défenseur a été écarté des terrains depuis le mois d'août après avoir subi une blessure musculaire au cours des premières semaines de la saison.



L'international anglais a manqué les 16 derniers matches de MU, toutes compétitions confondues, ainsi que six matches avec sa sélection. Manchester United, sixième au classement de la Premier League, affrontera Everton dimanche, avant de se rendre sur la pelouse de Galatasaray mercredi dans le cadre de la Ligue des champions.

Maldini a essayé de recruter Messi pour son Milan AC

L'ancien directeur sportif de l'AC Milan, Paolo Maldini, a révélé lors de l'émission «PoretCast», le podcast de Giacomo Poretti, qu'il avait appelé Leo Messi pour le faire venir à l'AC Milan à la fin de son contrat avec le Barça en 2021. «Je le voulais, nous l'avons appelé... mais nous avons vite compris que c'était impossible», a-t-il avoué.

Lorsque Messi a quitté Barcelone en 2021, une bataille s'est engagée pour le recruter et le PSG a fini par l'emporter, mais plusieurs clubs avaient tenté leur chance.

Paolo Maldini, ancien directeur sportif de l'AC Milan, a révélé qu'il a longtemps travaillé pour essayer de convaincre la Pulga de rejoindre les Rossoneri : «Pendant 10 jours, on a essayé de faire venir Lionel Messi à Milan, mais on a ensuite réalisé que c'était impossible. Maintenant, c'est trop tard pour nous mais un joueur comme Messi est un spectacle pour tout le monde, quand j'ai lu qu'il pourrait aller à l'Inter, j'ai eu peur.»

«Je le voulais. C'est un joueur fantastique. Nous avons essayé, mais ce n'était pas possible», a-t-il ajouté lors de l'émission «PoretCast», le podcast de Giacomo Poretti.



Audi ne se montrera pas chez Sauber en 2024



La présence d'Audi ne sera en aucun cas visible chez Sauber la saison prochaine, malgré le départ d'Alfa Romeo.

Aucune incarnation d'Audi ne sera visible l'année prochaine chez Sauber, écurie qui reprendra son nom originel pour cette période «tampon» entre le départ d'Alfa Romeo et le rachat par la marque aux anneaux. Cette dernière prépare son engagement officiel en Formule 1 pour 2026 mais n'entend pas avoir pignon sur rue prématurément.

Existe-t-il une possibilité de voir le nom ou le logo d'Audi apparaître chez Sauber ? «Non», tranche Alessandro Alunni Bravi, aux commandes de l'écurie. «Audi s'engagera en 2026. Commercialement parlant, il est important d'avoir un big bang en 2026, de ne pas diluer l'implication d'Audi dans l'équipe. Donc on continuera en tant que Sauber, sur la

base de l'héritage du groupe.»

Sauber devrait annoncer le mois prochain le nom exact qu'utilisera l'écurie, avec l'arrivée attendue d'un nouveau sponsor titre, mais la structure basée à Hinwil refuse catégoriquement d'évoquer une phase de transition.

«On a déjà planifié la prochaine étape», précise Alessandro Alunni Bravi. «Et bien sûr, on a déjà signé ce sponsor titre début 2022 pour les deux prochaines saisons. La FIA publiera la liste des engagés pour 2024 le 10 décembre, et on communiquera également à ce moment-là, pas avant, pour donner le nom de l'équipe lors des deux prochaines saisons. Tout est clair pour les deux ans à venir. Et je tiens à rappeler qu'il ne s'agit pas de deux années de transition. Ce sont deux années qui font partie d'un projet à long terme devant amener l'équipe au niveau supérieur.»

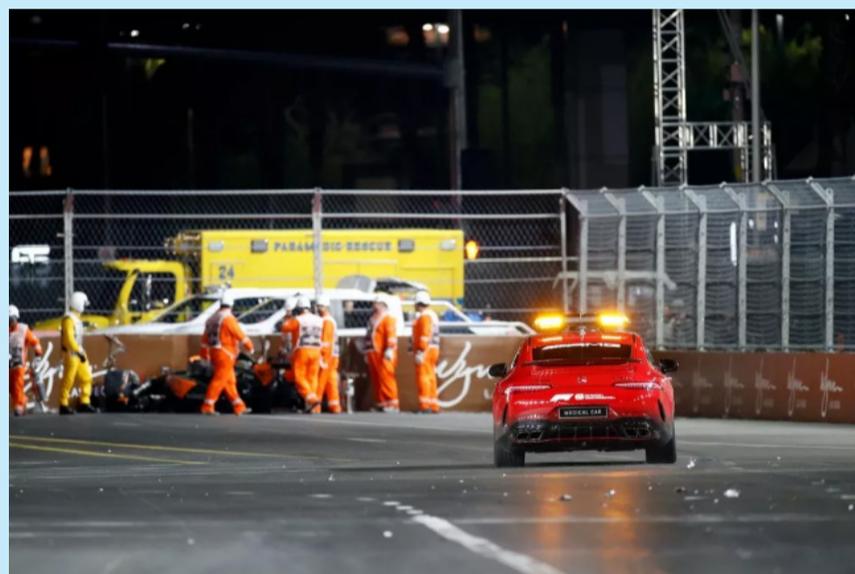
“La nouvelle norme” : Norris minimise son hospitalisation à Las Vegas

Hospitalisé par précaution après son accident au Grand Prix de Las Vegas, Lando Norris n'a à aucun moment craint pour sa santé.

Quatre jours après sa violente sortie de piste à Las Vegas, Lando Norris va bien. Hospitalisé quelques heures par précaution après son choc avec les Tecpro au fond de l'échappatoire du virage 12, l'Anglais a largement dédramatisé la situation et assuré qu'il n'avait jamais été trop préoccupé par son état de santé.

nouvelle norme désormais. Mais j'allais bien. J'étais essoufflé, c'est probablement ce que l'on a entendu à la radio quand il y a eu l'impact. J'ai inspiré et expiré dans un mauvais timing et ça m'a un peu surpris.”

“C'est arrivé vite, et ça reste un bel impact. Mais j'allais bien, je n'ai eu de problème à aucun moment. J'étais davantage frustré d'abandonner la course de Vegas si rapidement. Depuis, on m'a conseillé de me reposer



“Franchement, je ne me suis jamais senti mal”, rassure-t-il ce jeudi dans le paddock du Grand Prix d'Abu Dhabi. “Ils voulaient juste faire beaucoup d'exams, ce qui semble être la

pendant quelques jours. Mais j'allais bien, puisque je suis sorti de la voiture. J'étais un peu secoué, juste parce que j'ai été pris par surprise. Tout allait bien après.”

Limites de la piste : la FIA va utiliser l'intelligence artificielle

La FIA a dévoilé son projet d'utiliser l'intelligence artificielle pour faire respecter les limites de la piste en Formule 1, une nouvelle technologie étant testée à Abu Dhabi ce week-end.

Afin de sanctionner les infractions aux limites de la piste plus rapidement, la FIA va mettre en place la vision par ordinateur, un programme qui analyse les pixels des vidéos pour évaluer plus facilement si les monoplaces sont sorties au-delà des lignes blanches.

La fédération estime que l'intelligence artificielle lui permet d'être beaucoup plus efficace pour réduire le nombre d'incidents qui doivent être analysés par un être humain, en l'occurrence dans le Centre d'opérations à distance (ROC) ; ainsi, les décisions devraient être prises bien plus rapidement.

«Nous avons dit : ‘Nous avons des milliers de vérifications à faire, comment procéder ?’», relate Tim

Malyon, directeur du ROC. «Eh bien, nous y consacrons des ressources humaines, parce que c'est la plus précise. Ce que nous cherchons désormais à faire est d'introduire un niveau supérieur au ROC, et c'est un logiciel d'intelligence artificielle.»

«Cela peut paraître étrange, mais la méthodologie avec cette IA a beaucoup de parallèles avec les discussions qui se tiennent actuellement dans le domaine de la médecine et l'utilisation de la vision par ordinateur, par exemple, pour analyser les données d'un dépistage du cancer. Ce qu'ils ont conclu, ce qu'ils ne veulent pas utiliser la vision par ordinateur pour diagnostiquer le cancer ;

ce qu'ils veulent faire, c'est l'utiliser pour écarter les 80% de cas où il n'y a clairement pas de cancer afin de donner

aux personnes compétentes plus de temps pour étudier les 20% restants. C'est notre objectif.»



Premier League

Everton vs Man Utd

Les 'Red Devils' retrouveront leur ancien capitaine à Goodison Park

Everton défendra ses couleurs face à Manchester United, qui se déplace pour l'occasion, lors de ce choc de Premier League qui aura lieu dimanche.

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Goodison Park (Liverpool) sera donné le dimanche 26 novembre 2023 à 20h30. Avant la rencontre, Everton est classé à la 19ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester United à la 6ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 184 fois depuis 1910, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester United le samedi 8 avril 2023 (Championnat d'Angleterre - 30e journée : 2-0).

Après sa victoire 2-3 en Premier League face à Crystal Palace, Everton voudra certainement décrocher un nouveau succès lors de cette rencontre. Lors du match précédent, Everton avait enregistré un taux de possession de balle de 34% et 8 tirs au but dont 4 cadrés. Du côté de Everton, les joueurs à avoir marqué sont Vitaliy Mykolenko (1'), Abdoulaye Doucouré (49') et Idrissa Gueye (86'). En face, Crystal Palace, a eu 12 tirs au but dont 4 cadrés. Eberechi Eze (5') et Odsonne Édouard (74') a marqué pour Crystal Palace. Lors de ses 6 matchs antérieurs, Everton, sous la direction de Sean Dyche, a trouvé le chemin des filets 11 fois en tout, ce qui donne une moyenne de 1.83 buts par rencontre.

En observant les derniers résultats, on s'aperçoit que Everton:

n'a pas battu Manchester United lors de leurs 2 derniers matchs de championnat.

n'a pas perdu lors de ses 2 derniers matchs de championnat à domicile.

Manchester United prépare son effectif pour ce duel

après avoir remporté la victoire face à Luton Town sur le score de 1-0 en Premier League au cours de sa dernière confrontation.

Lors du match précédent, Manchester United avait

enregistré un taux de possession de balle de 65% et 15 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Victor Lindelöf (59') a été le buteur pour Manchester United. Dans le camp adverse, Luton Town, a eu 10 tirs au but dont 4 cadrés. Dans les dernières confrontations où apparaît Manchester United, on a remarqué une caractéristique assez constante : au moins un des deux camps a gardé sa cage inviolée. En se penchant sur ses 6 derniers affrontements, on se rend compte que cela a eu lieu 5 fois. Lors de ces face-à-face, les camps adverses ont réussi marquer globalement 10 buts alors que Manchester United a marqué 6 buts.

Avant de se lancer dans cette rencontre, Manchester United n'a enregistré aucun échec au cours de ses 3 derniers matchs de championnat à l'extérieur.

Si on analyse leurs confrontations passées, en remontant jusqu'au 06/02/2021, on remarque que Everton a gagné 1 fois lors de ces matchs, Manchester United a

enregistré 3 succès et le nombre de nuls était de 2.

En faisant les comptes, ces deux équipes ont fait grimper le marquoir à 18 buts en ce laps de temps, répartis comme suit : 7 pour Everton et 11 pour Manchester United. Cela représente une moyenne de 3 buts par match.

En championnat, la dernière confrontation qui opposait ces deux équipes a eu lieu lors de la 30ème journée de Premier League le 08/04/2023. Une rencontre qui s'est achevée sur le score de Manchester United 2-0 Everton.

Ce jour-là, Manchester United affichait un taux de possession de balle de 64% et 29 tentatives de tir au but avec 11 cadrés. Les buts ont été inscrits par Scott

McTominay (36') et Anthony Martial (71').

De l'autre côté, Everton affichait 15 tentatives de tir au but avec 1 cadré.

Michael Oliver était l'arbitre du match.

Le manager de Everton, Sean Dyche, devra écarter Dele Alli, André Gomes et Seamus Coleman.

Pour ce match, il est fort probable que Everton décide d'entamer la rencontre avec un schéma tactique en 4-4-1-1 et aligne Jordan Pickford, Ashley Young, James Tarkowski, Jarrad Branthwaite, Vitaliy Mykolenko, Jack Harrison, James Garner, Amadou Onana, Dwight McNeil, Abdoulaye Doucoure et D. Calvert-Lewin.

L'entraîneur de Manchester United, Erik ten Hag, n'a que très peu d'options dans son noyau. Luke Shaw, Jonny Evans, Amad Diallo, Tyrell Malacia, Casemiro, Lisandro Martínez, Rasmus Højlund et Christian Eriksen manqueront cette rencontre. Jadon Sancho sera absent lors de cette confrontation car il a été suspendu.

Il y a de grandes chances que Manchester United décide d'utiliser une formation en 4-2-3-1 et choisisse d'aligner Andre Onana, Diogo Dalot, Harry Maguire, Victor Lindelof, Sergio Reguilón, Scott McTominay, Mason Mount, A. Matheus dos, Bruno Fernandes, Alejandro Garnacho et Marcus Rashford.

